

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

**RECHERCHES SUR LES
COMPAGNIES COMMERCIALES ET BANCAIRES
UTILISÉES PAR LES PAPES D'AVIGNON
AVANT LE GRAND SCHISME**

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE DEVANT LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Yves RENOARD

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure
Ancien Membre de l'École Française de Rome
Chargé de conférences à la Faculté des Lettres de Bordeaux



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

1942

**RECHERCHES SUR LES
COMPAGNIES COMMERCIALES ET BANCAIRES
UTILISÉES PAR LES PAPES D'AVIGNON
AVANT LE GRAND SCHISME**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DES LETTRES

RECHERCHES SUR LES
COMPAGNIES COMMERCIALES ET BANCAIRES
UTILISÉES PAR LES PAPES D'AVIGNON
AVANT LE GRAND SCHISME

THÈSE COMPLÉMENTAIRE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
PRÉSENTÉE DEVANT LA FACULTÉ DES LETTRES
DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Yves RENOÜARD

Ancien Élève de l'École Normale Supérieure
Ancien Membre de l'École Française de Rome
Chargé de conférences à la Faculté des Lettres de Bordeaux



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS VI^e

—
1942



INTRODUCTION

Les sociétés mercantiles qui se sont développées et multipliées dans les pays de la Méditerranée occidentale à partir du ^x^e siècle sont plus célèbres par la renommée de puissance et de modernité qui les environne qu'elles ne sont connues avec précision par des études directes.

On sait que les Croisades ont favorisé l'essor des sociétés génoises, pisanes et vénitiennes ; que les expéditions de saint Louis ont été facilitées par l'usage que fit le roi de marchands génois et placentins pour se refournir d'argent ; que les noms des Frescobaldi, des Bardi et des Peruzzi sont étroitement liés à l'histoire des rois d'Angleterre des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ; que les Franzesi, « Biche et Mouche », ont tenu une place importante dans la politique financière et la diplomatie de Philippe le Bel ; que les papes des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ont utilisé comme auxiliaires les principales compagnies de Sienne, de Florence, de Pistoia et de Lucques ; que les familles dirigeantes de ces compagnies ont joué un rôle prépondérant dans l'histoire politique de leurs cités jusqu'au moment où certaines d'entre elles, comme les Guinigi à Lucques et les Médicis à Florence, y ont établi leur seigneurie ; que ces compagnies et sociétés, enfin, ont créé le grand commerce international et ont inventé toutes les méthodes que les organismes bancaires modernes n'ont fait que développer et perfectionner.

Mais, à ces notions générales, que la pratique des documents où leurs noms reviennent souvent et les travaux de quelques chercheurs (1) ont rendu familières à tous les esprits, aucun ouvrage d'ensemble ne permet encore au curieux de substituer des connaissances plus approfondies, plus précises et plus cohérentes tant sur l'activité et le fonctionnement de ces sociétés en général (2) que sur l'histoire particulière des plus importantes et des plus durables d'entre elles. Même pour Florence, dont la grandeur rend l'histoire plus connue et dont les compagnies furent particulièrement nombreuses et puissantes, la science est bien loin d'avoir édifié l'œuvre générale qui embrassera toute leur activité du ^{xiii}^e siècle à l'époque des Médicis, la décrira dans ses aspects essentiels et définira l'importance de

(1) Au premier rang desquels il faut placer A. E. Sayous, dont de nombreux mémoires ont paru dans la *Revue Historique*, et A. Saporì.

(2) J'ai esquissé cette description générale dans Renouard (Y.), *Les relations des Papes d'Avignon et des compagnies commerciales et bancaires de 1316 à 1378*, Première partie, chap. II.

leur rôle dans l'évolution de la civilisation et de la vie de l'Occident. Depuis 1868, où S. L. Peruzzi, avec l'audace des novateurs, leur a consacré la seule étude d'ensemble qui ait été tentée sur le sujet (1), les érudits n'ont plus osé affronter l'histoire générale des grandes compagnies florentines. Les uns ont étudié leur personnel et les familles où il se recrutait pour retracer l'histoire de Béatrice (2), identifier quelques personnages de la *Divine Comédie* (3) ou reconstituer la généalogie des grandes familles de Florence (4) ; les autres ont cherché dans les fragments de leurs livres de comptes la langue que parlaient les ancêtres et les contemporains de Dante (5) ; certains ont étudié leur activité dans des régions bien déterminées : l'Italie méridionale (6), la Sicile (7), l'Angleterre (8) ; d'autres se sont appesantis sur certains aspects de cette activité : les méthodes commerciales et bancaires (9), la comptabilité (10), les objets de leur commerce, leurs rapports avec l'Église (11), la cause de leurs fail-

(1) Peruzzi (S. L.), *Storia del commercio e dei banchieri di Firenze in tutto il mondo conosciuto dal 1200 al 1345*. Florence, Cellini, 1868.

(2) Del Lungo (Isidoro), *Beatrice nella vita e nella poesia del secolo XIII*. Milan, Hoepli, 1891 ; Randi (L.), *Il marito e i figliuoli di Beatrice Portinari*, dans *Rivista delle Biblioteche*, 1892, p. 37-38 et 128-132.

(3) Masi (G.), *Fra savi e mercanti suicidi del tempo di Dante*, dans *Giornale Dantesco*, t. XXXIX (1938), p. 199-238.

(4) Passerini (L.), *Gli Alberti di Firenze*, Florence, Cellini, 1869-70 ; et *Genealogia della famiglia Peruzzi*, manuscrit conservé à la R. Biblioteca Nazionale de Florence.

(5) A. Saporì a donné la liste des publications des livres de commerce de sociétés médiévales italiennes, en indiquant celles qui ont été faites du seul point de vue philologique, dans *I libri di commercio dei Peruzzi*. Milan, Treves, 1934, Introduction, p. LXXIII-LXXV.

(6) Yver (G.), *Le commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII^e et au XIV^e siècles*. Paris, Fontemoing, 1903.

(7) Lioni (F.), *Le società dei Bardi, Peruzzi, Acciaiuoli in Sicilia*, dans *Archivio Storico Siciliano*, nuova serie, XIV (1889), 45 pages.

(8) Re (E.), *La compagnia de' Riccardi in Inghilterra e il suo fallimento alla fine del secolo XIII*. Rome, 1914 ; Rhodes (W. E.), *The Italian bankers in England and their loans to Edward I and Edward II*. Londres, Longman, 1902 ; Russel (E.), *The societies of the Bardi and the Peruzzi* dans *Finance and trade under Edward III*, pub. sous la direction de G. Unwin, n° 32 des *Publications of the University of Manchester*. Londres, 1918 ; Saporì (A.), *La crisi delle compagnie mercantili dei Bardi e dei Peruzzi*. Florence, Olschki, 1936.

(9) Sayous (A. E.), *Les opérations des banquiers italiens en Italie et aux foires de Champagne pendant le XIII^e siècle*, dans *Revue Historique*, t. CLXX (1932), p. 1-31.

(10) Ceccherelli (A.), *Le scritture commerciali nelle antiche aziende florentine*. Florence, 1910 ; Saporì (A.), *I libri di commercio...*, Introd. ; De Roover (R.), *Aux origines d'une technique intellectuelle : la formation et l'extension de la comptabilité à partie double*, dans *Annales d'Histoire Économique et Sociale*, 1937, p. 171-193.

(11) Arias (G.), *Studi e documenti di storia del diritto*. Florence, Le Monnier, 1902 ; et *I banchieri toscani e la Santa Sede sotto Benedetto XI*, dans *Archivio della R. Società Romana di Storia Patria*, 1901, p. 497-504 ; Schneider (G.), *Die finanziellen Beziehungen der Floren-*

lites (1) ; d'autres, enfin, ont inclus leur étude dans une histoire générale de Florence (2).

Aucun travail direct d'ensemble n'a été entrepris sur ces compagnies dans le cadre soit d'une ville comme Florence, soit d'une région comme la Toscane ou la Péninsule italienne, soit de l'Occident tout entier, parce qu'il manque encore la base nécessaire à un tel travail : une série assez dense de monographies parallèles.

O. Meltzing, il y a trente ans, avait senti cette nécessité : il en avait ébauché quelques-unes (3), en partant des seuls documents publiés par Davidsohn (4). Depuis, la publication ou l'étude de la majeure partie des fragments subsistant des archives des sociétés et compagnies mercantiles a permis à divers érudits de faire revivre entièrement sous nos yeux quelques-unes d'entre elles. Après que G. Zaccagnini eût rassemblé tous les éléments connus de l'histoire des compagnies pistoïennes (5), comme Ch. Johnson l'avait tenté naguère pour les Frescobaldi (6), E. Bensa et A. Saporì ont donné des modèles de semblables monographies, le premier pour l'ensemble des sociétés commerciales dont fut l'âme, dans le dernier quart du xiv^e siècle, un grand homme d'affaires de Prato, Francesco di Marco Datini (7), le second, pour une petite compagnie florentine du début du siècle qui ne s'occupait que du commerce et de la transformation des draps, celle des del Bene (8). Le même Saporì a, d'autre part, fait, dans une série de travaux qui se complètent mutuellement, la description d'un des plus vastes organismes commerciaux et bancaires du xiv^e siècle, la

tinischen Bankiers zur Kirche von 1285 bis 1304. Leipzig, 1899, 78 pages ; Jordan (E.), *De mercatoribus Camerae apostolicæ, sæculo XIII*. Rennes, Oberthur, 1903.

(1) Saporì (A.), *La crisi...* ; Jordan (E.), *La faillite des Bonsignori*, dans *Mélanges Paul Fabre*, Paris, 1902, p. 418-432 ; Re (E.), *La compagnia de' Riccardi in Inghilterra e il suo fallimento alla fine del secolo XIII*. Rome, 1914 ; Fliniaux (A.), *La faillite des Ammannati de Pistoie et le Saint-Siège (début du XIV^e siècle)*, dans *Revue Historique du Droit français et étranger*, t. III (1924), p. 436-472.

(2) Davidsohn (R.), *Geschichte von Florenz*, t. III-IV, Berlin, Mittler, 1910-1925.

(3) Meltzing (O.), *Das Bankhaus der Medici und seine Vorläufer*. Iena, Fischer, 1906.

(4) Davidsohn (R.), *Forschungen zur Geschichte von Florenz*, t. III. Berlin, Mittler, 1901.

(5) Zaccagnini (G.), *I banchieri pistoiesi a Bologna ed altrove nel secolo XIII*, dans *Bullettino storico pistoiese*, t. XX (1918), p. 26-55, 131-144, 188-204 ; t. XXI (1919), p. 35-46, 96-108, 117-130 ; t. XXII (1920), p. 25-38 ; t. XXXII (1930), p. 125-132 ; t. XXXVI (1934), p. 149-158.

(6) Johnson (Ch.), *A financial house in the 14th Century*, dans *Transactions of St Albans and Herefordshire Architectural and Archæological society*, new series, vol. I, IV^e Partie, 1901-2, p. 320-334.

(7) Bensa (E.), *Francesco di Marco da Prato*. Milan, Treves, 1928.

(8) Saporì (A.), *Una compagnia di Calimala ai primi del Trecento*. Florence, Olschki, 1932.

compagnie des Peruzzi (1). Enfin, plus récemment, M. Chiaudano retraçait l'histoire des Rothschild du XIII^e siècle, les Bonsignori de Sienne (2). Mais ce sont là les seuls monuments qui aient été élevés à la mémoire des sociétés et compagnies commerciales des XIII^e et XIV^e siècles : ni les Scali, ni les Bardi, ni les Acciaiuoli, ni les Alberti, ni les Strozzi, ni les Albizzi de Florence, ni les Riccardi, ni les Guinigi de Lucques, ni les Tolomei, ni les Piccolomini de Sienne, ni les Manduel de Marseille, ni aucune des sociétés de Montpellier, de Nîmes ou de Barcelone n'ont encore leur monographie. Cette lacune s'explique, dans la plupart des cas, par la disparition totale ou quasi totale de leurs archives propres (3).

Il n'en est pas moins fort gênant pour le chercheur, en quête de renseignements sur l'une ou sur l'autre, de devoir glaner de droite et de gauche des fragments d'information. Amené à effectuer ce travail, lors de la préparation d'un ouvrage sur les relations des Papes d'Avignon et des compagnies commerciales et bancaires avant le Grand Schisme, j'ai pensé qu'il ne serait pas inutile de présenter, de façon organique, le résultat des recherches, souvent décevantes, entreprises à propos des seules compagnies dont se sont servis les Papes, de Jean XXII à Grégoire XI.

J'avais l'avantage, dans ces recherches, de disposer d'une source indirecte qui, en l'absence des livres de comptes et de la correspondance commerciale de presque toutes les compagnies et sociétés considérées, prend une grande valeur : les Archives Pontificales (4), où, soit dans les lettres des Papes, soit dans les comptes de la Chambre (5), soit dans ceux

(1) Les travaux de Saponi relatifs à la compagnie des Peruzzi seront énumérés plus bas, lors de l'étude consacrée à cette compagnie.

(2) Chiaudano (M.), *I Rothschild del Duecento : La gran tavola di Orlando Bonsignori*, dans *Bollettino senese di storia patria*, nuova serie, an VI (1935), fasc. II, p. 103-143.

(3) En dehors des archives des diverses compagnies ou sociétés qui ont servi de base aux monographies ci-dessus énumérées, il ne subsiste, à ma connaissance, que des fragments d'archives des Alberti (livres de comptes et correspondance, cf. *infra*, p. 30) et des Gianfigliuzzi de Florence. A. Saponi prépare d'ailleurs la publication de ces dernières. C'est donc d'après les minutes des notaires et d'après les actes des princes ecclésiastiques et laïcs qu'il faudrait compiler l'histoire des autres sociétés.

(4) Je me référerai aux diverses séries des Archives du Vatican par les abréviations suivantes :

R. V. = Registres du Vatican.

Col. = Collectorie.

R. A. = Registres d'Avignon.

I. M. = Instrumenta Miscellanea.

I. E. = Introitus et Exitus.

A. C. = Archives du Château Saint-Ange.

(5) Les comptes de la Chambre Apostolique pour la période 1316-1378 sont presque intégralement publiés dans les *Valikanische Quellen zur Geschichte der Päpstlichen Hof- und Finanzverwaltung*, 1316-1378, in Verbindung mit ihrem historischen Institut zu Rom herausgegeben von der Görres-Gesellschaft :

Göller (E.), *Die Einnahmen der Apostolischen Kammer unter Johann XXII*. Paderborn, 1910 ; Göller (E.), *Die Einnahmen der Apostolischen Kammer unter Benedikt XII*. Paderborn, 1911 ; Mohler (L.), *Die Einnahmen der Apostolischen Kammer unter Kle-*

des collecteurs, reviennent quasiment à chaque page des noms d'hommes d'affaires et de compagnies qui permettent de fructueux recoupements ; et les séries des *Instrumenta Miscellanea* et des Archives du Château Saint-Ange conservent quelques documents, originaux ou copies, qui émanent des compagnies : procurations, contrats, quittances.

Tout ce matériel permet de connaître, de façon approximative, tant la raison sociale des sociétés et compagnies que le nombre de leurs associés et de leurs facteurs, certains des aspects de leur activité et des objets de leur commerce comme le chiffre de leurs affaires avec les papes, la localisation de la plupart de leurs succursales et correspondants et, par conséquent, leur rayon d'action. Ce dernier élément peut être déterminé avec plus de précision grâce à l'utilisation d'une source d'origine non pontificale, mais que les comptes de la Chambre apostolique constituent par leurs relevés systématiques (1) : la liste des versements de communs services effectués par les prélats contribuables au trésor apostolique. Souvent, les prélats s'acquittaient par l'intermédiaire de banquiers dont le trésorier apostolique porte le nom dans ses comptes de recettes. L'exploitation de ces listes permet donc de dresser une carte des zones d'action des diverses compagnies mentionnées, selon le lieu de résidence des prélats qui les utilisent pour transférer leurs communs services à Avignon.

*
* *

La préférence presque exclusive des Papes d'Avignon pour les sociétés florentines impose pour cet exposé des connaissances actuelles sur leurs principaux auxiliaires, un plan systématique : compagnies florentines, compagnies et sociétés non florentines.

mens VI. Paderborn, 1925 ; Schäfer (K. H.), *Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter Johann XXII*. Paderborn, 1911 ; Schäfer (K. H.), *Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter Benedikt XII, Klemens VI und Innocenz VI*. Paderborn, 1914 ; Schäfer (K. H.), *Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter den Päpsten Urban V und Gregor XI*. Paderborn, 1937.

Je m'y référerai par les abréviations suivantes : Göller I ; Göller II ; Mohler ; Schäfer I ; Schäfer II ; Schäfer III.

(1) Un des chapitres essentiels des comptes de recettes du trésor, portés dans les *Introitus et Exitus*, s'intitule « De communibus servitiis ».

COMPAGNIES FLORENTINES

Les papes se sont adressés naturellement à des sociétés florentines qui pratiquaient le grand commerce international et qui se trouvaient de ce fait, capables de leur servir de banquiers, de fournisseurs et, le cas échéant, d'informateurs. Ces sociétés étaient toutes constituées selon le type, particulièrement florissant à Florence puisqu'il était adapté aux conditions du grand commerce terrestre, de la compagnie. Une compagnie était une société en nom collectif constituée entre un certain nombre d'associés dont le directeur avait seul son nom exprimé dans la raison sociale, avec le dessein de faire des affaires, souvent indéterminées, pendant une durée de plusieurs années. A la fin de l'exercice, les comptes étaient arrêtés et soldés et la compagnie se dissolvait. Mais, le plus souvent, les associés en constituaient une nouvelle qui continuait la précédente. Comme les membres d'une même famille dominaient ordinairement dans chaque compagnie, les familles les plus riches de Florence se trouvaient constituer l'âme de compagnies successives qui se continuaient exactement, de telle façon que la relève de l'une par l'autre passait inaperçue du public surtout étranger. On désignait de leur simple nom — les Scali, les Bardi — ces compagnies au sens large qui semblaient permanentes et qui n'étaient que la série continue de compagnies au sens étroit.

Les compagnies florentines étaient fort nombreuses simultanément. Villani cite 20 compagnies de Calimala en 1336 (1) et la liste des compagnies pour lesquelles Florence victorieuse obtint de Pise, en 1369, la franchise douanière, en énumère 108 (2). Mais les papes étaient bien loin de les employer toutes : ils réservaient leur clientèle à quelques-unes d'entre elles dont je vais essayer de retracer la figure concrète en les présentant dans l'ordre où elles apparaissent dans l'histoire. Ces compagnies étaient, en effet, des colosses aux pieds d'argile : le rythme de leurs faillites scandait non seulement l'histoire de Florence au *xiv^e* siècle, mais aussi le développement de la vie économique et financière du Saint-Siège et des puissances guelfes. Il impose une coupure : les années 1342-1346 où s'effondrent simultanément une vingtaine de compagnies de moyenne importance et les trois grandes dont la solidarité semblait défier le temps : les Bardi, les

(1) Villani, *Cronaca*, XI, 94.

(2) Publiée par Peruzzi (S. L.), *Storia del commercio...*, p. 219-222.

Peruzzi et les Acciaiuoli. Leur chute laisse, pour un temps, dans le marasme économique, Florence où, depuis plus d'un siècle, de puissantes sociétés s'étaient toujours succédées sans interruption, comme dans une harmonieuse relève.

A) Avant 1342-1346

Pendant la première moitié du ^{xiv}e siècle, Florence a vu se développer et s'épanouir des organismes économiques plus puissants encore que ceux qu'elle avait nourris au siècle précédent. Comme les tours qui la hérissaient se poussaient davantage vers le ciel dans leur orgueilleuse concurrence, les compagnies commerciales qui la signalaient au monde croissaient à chaque génération. Elles présentaient toutes les mêmes caractères généraux. Mais chacune groupait des familles, des personnages particuliers, chacune avait une tonalité, une valeur propre résultant de sa puissance, de l'orientation de son activité, de sa clientèle, de son rayon d'action. Ce sont ces éléments individuels que cette étude a pour but de dégager.

Les Scali

Les Scali constituent une des plus anciennes compagnies florentines : s'il n'est pas certain qu'il faille faire remonter son origine jusqu'aux environs de 1200, son existence en 1245 est assurée (1). Ils n'ont malheureusement pas encore fait l'objet de l'étude approfondie que leur durée et leur importance imposent (2) ; aussi ne connaît-on encore ni les dates de constitution et de dissolution, ni la véritable raison sociale de leurs diverses compagnies successives. Nous savons simplement que les membres de la famille Scali étaient ordinairement associés à ceux des familles Amieri et Petri, mais nous ignorons le nombre des associés et facteurs et le chiffre du capital social de leurs compagnies (3). Leur magasin principal, à Florence, était sis dans le Popolo San Remigio (4). Leur puissance était considérable : elle est attestée par le fait qu'ils possédaient dans le Popolo di Santa Maria in Campo un hôtel pour loger leurs clients et correspondants

(1) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 16.

(2) La seule étude d'ensemble sur les Scali est le petit chapitre que leur a consacré Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 16-24, en partant des textes publiés par Davidsohn, *Forschungen...*, t. III. Or 4 de ces 8 pages traitent des conditions générales des rapports des compagnies commerciales avec l'Eglise, avec le clergé et avec les princes. C'est dire ce qu'il reste pour les Scali en particulier. D'autres renseignements fragmentaires sont éparés dans Davidsohn, *Geschichte...*, t. IV. Il est inutile de recourir aux lignes de Peruzzi (S. L.), *Storia del commercio...*, p. 160.

(3) J'ai publié les données que contiennent, au sujet des Scali, les Archives du Vatican dans Renouard (Y.), *Le compagnie commerciali fiorentine del Trecento* (dai documenti dell' Archivio Vaticano), dans *Archivio Storico Italiano*, 1938, I, fasc. 1 et 2, p. 174-176.

(4) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 194.

de passage à Florence (1) et par le chiffre du passif qu'ils laissèrent à leur faillite : 400.000 florins (2).

Leur rayon d'action comprenait tout le monde méditerranéen et occidental : quoique le nombre de leurs succursales nous soit inconnu — ils en avaient au moins à Paris, à Londres, à Avignon, à Milan, à Gênes, à Bologne, à Pérouse et à Naples —, nous avons de nombreuses preuves de l'universalité de leurs relations et de leurs affaires. Leur activité semble s'être concentrée sur l'Italie et la France : commerçants, ils importaient à Florence les céréales du royaume de Sicile (3), les laines anglaises et les draps français et flamands qu'ils revendaient dans toute l'Italie (4) ; banquiers, ils consentaient des prêts sur gages aux Angevins de Naples (5), très rarement aux rois d'Angleterre (6) et ils affermaient la perception de certains revenus du roi de France (7).

Cette activité quasi séculaire est interrompue brusquement par la faillite, le 3 août 1326 ; notre ignorance de l'histoire intérieure de la compagnie ne nous permet pas de discerner les causes de sa chute. Les conséquences en furent graves, puisque le coup qu'elle porta à la prospérité économique de Florence obligea les principales compagnies subsistantes à s'unir en un groupe national. Cette solidarité de fait des sociétés de la même cité se manifestait dès avant la chute des Scali par les dépôts que faisaient certains capitalistes, par fractions égales, dans diverses compagnies, en rendant chacune responsable de la somme totale, au cas où les autres ne seraient pas en mesure de leur rembourser leur dû (8). Elle est soulignée, au lendemain de la faillite, par l'attitude des créanciers génois des Scali qui, sérieusement éprouvés, séquestrent, par représailles, les marchandises des autres commerçants florentins : les Bardi, les Peruzzi et les Acciaiuoli doivent, pour pouvoir continuer à travailler librement à Gênes, commencer à les désintéresser en leur versant 9.000 florins de leurs propres fonds et en leur rachetant pour 2.700 florins les marchandises entreposées à la succursale locale des Scali (9). Au total, les créanciers des

(1) Id., *ibid.*, p. 44.

(2) Villani, *Cronaca*, X, 4.

(3) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 22.

(4) Id., *ibid.*, p. 22.

(5) Id., *ibid.*, p. 21.

(6) Id., *ibid.*, p. 22.

(7) Id., *ibid.*, p. 21.

(8) C'est le cas de Guillaume de Savoie, abbé de San Michele della Chiusa qui a déposé 10.000 florins chez les Scali, les Bardi et les Peruzzi, le tiers dans chacune des compagnies, en rendant chacune responsable de la somme totale. Les Peruzzi, pour le moins, esquivèrent l'exécution de leurs engagements, et, grâce à un procès devant la Cour Pontificale, ne payèrent à l'abbé qu'une somme égale à celle qu'ils avaient recouvrée de sa créance sur les Scali. (*Libri dei Peruzzi*, p. 94.)

(9) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 23.

Scali ne récupérèrent que 44 % du montant de leurs créances (1).

L'écroulement d'une de ses colonnes mattresses a fait chanceler l'économie florentine et a fait courir par tout le monde de mauvais bruits sur sa solidité. Les compagnies qui subsistent ne peuvent ramener la confiance et rétablir les affaires de Florence avec les leurs propres qu'en s'unissant, comme la nécessité les y poussait depuis quelque temps, et en constituant le plus puissant groupement capitaliste qu'ait encore connu le monde.

Les Bardi

Les Bardi, établis à Florence dans l'Oltr'Arno, s'adonnent aux affaires depuis le ^x^e siècle (2) ; leur grandeur date de la fin du ^{xiii}^e siècle où ils sont réputés magnats et, dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle, ils constituent la compagnie commerciale la plus puissante que possède et qu'ait encore jamais possédée Florence (3). Cette compagnie au sens large se décompose en une série de compagnies successives qui se dissolvaient et se reconstituaient tous les deux ans à partir de 1310, où commence la prépondérance des Bardi, jusqu'en 1324, tous les quatre ans environ après 1324 (4). De 1310 à 1331, la raison sociale était « Compagnia di Lapo e Doffo dei Bardi e compagni » ; à partir de 1331 elle devint « Compagnia di messer Ridolfo dei Bardi e compagni » (5). Des losanges constituaient la marque que la compagnie imprimait sur ses marchandises.

Le capital social qui était de 91.307 livres a fiorino en 1310 passe en 1320 à 149.796 livres (6), soit 103.307 florins ; c'est le plus gros capital que nous connaissions pour une compagnie florentine avant 1346. Le montant total des sommes reçues en dépôt dépassait certainement aussi celui de toutes les autres compagnies, car les Bardi disposaient de fonds bien plus considérables que leurs confrères, on n'ose plus dire leurs rivaux. Leur personnel, enfin, semble avoir été le plus nombreux également que possédât alors une compagnie : si le nombre des associés des sociétés

(1) Id., *ibid.*, p. 24.

(2) Id., *ibid.*, p. 55.

(3) Malheureusement, bien des incertitudes demeurent sur les détails de l'histoire de cette compagnie, du fait de la disparition quasi totale de ses archives. Les quelques fragments qui subsistent de leurs livres de comptes se trouvent dans les archives privées du marquis Ginori Venturi et du prince Corsini ; ils ont été analysés par Saponi, *I libri superscritti della compagnia dei Bardi*, dans *La crisi...*, Appendice I, p. 208-225. Les travaux déjà cités de Saponi, Yver, Lionti, Russel et Renouard ont rendu caduque l'étude que leur avait consacrée Meltzing, après quelques lignes hâtives de S. L. Peruzzi. Mais aucune synthèse des données nouvelles n'a encore été tentée.

(4) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 70.

(5) Saponi, *La crisi...*, p. 243 et 248.

(6) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 70.

successives oscilla entre les chiffres normaux de 16 et 22, dont les membres de la famille Bardi formèrent toujours au moins les trois-quarts (1), nous leur connaissons 378 facteurs entre 1310 et 1346 (2) ; pour aucune autre compagnie les sources ne nous permettent d'arriver à 200. Il faut y ajouter des employés plus humbles comme les courriers dont les Bardi, comme chaque grande compagnie, possédaient un peloton propre. Tous, associés, facteurs, courriers, rouliers s'arrêtaient aux principaux gîtes d'étape chez des hôtes attitrés de la compagnie qui constituaient pour elle autant de représentants. Tout ce personnel était bien rétribué : les Bardi, à fonction égale, donnaient aux directeurs de leurs succursales un salaire de 15 à 20 % supérieur à celui que donnaient les Peruzzi (3) : cette différence ne semble devoir s'expliquer que par le plus gros volume des affaires traitées qui entraînait une plus grande responsabilité pour le directeur.

Cette puissance qu'exprime le montant des capitaux sociaux et le nombre des agents avait pour conséquence un chiffre d'affaires hors de pair. L'instrument en était les 20 succursales : Ancône, Aquila, Barcelone, Barletta et Bari, Bologne, Bruges, Castello di Castro, Constantinople, Famagouste, Gênes, Londres, Majorque, Naples, Orvieto, Palerme, Paris et les foires, Pérouse, Pise, Séville, Venise (4). Il n'y aurait donc que l'Afrique du Nord et les Balkans, dans tout le monde méditerranéen et occidental, où les Bardi n'auraient pas été représentés de façon fixe ; mais cette lacune est loin d'être assurée (5), surtout pour Tunis (6). Telle qu'elle est, et confirmée par les lieux d'origine des communs services versés par leur intermédiaire, cette liste manifeste bien l'universalité de leurs affaires.

(1) La liste des associés des Bardi a été dressée par Saponi, *La crisi...*, p. 243-253.

(2) Voir les listes des facteurs dressées par Saponi, *ibid.*, p. 253-282 ; Yver, *Le commerce et les marchands...*, p. 404 ; Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 62-67.

(3) Le directeur de la succursale avignonnaise des Peruzzi recevait 100 florins quand celui de la succursale des Bardi en recevait 120. Saponi, *La crisi...*, p. 253 et sq. ; *Storia interna...*, p. 53 et sq.

(4) Cette liste résulte du dépouillement des parchemins Corsini (cf. *supra*, p. 9, n. 2) et des Archives Vaticanes (cf. Renouard, *Le compagnie...*, p. 62).

(5) Comme les affaires de la Papauté ne requéraient guère les services des Bardi en Afrique du Nord ni en Roumanie, et comme les parchemins Corsini sont fragmentaires, on ne peut conclure de la confrontation des deux sources citées à la note précédente que les Bardi n'avaient pas de succursales dans ces régions.

(6) Sayous, *Le commerce des Européens à Tunis depuis le XII^e siècle jusqu'à la fin du XVI^e*, Paris, 1929, p. 84, affirme l'existence d'un représentant des Bardi à Tunis, mais marque bien qu'on ne peut savoir s'il s'agit d'un facteur attaché à une succursale ou d'un simple correspondant. La connaissance précise des usages de la place par Francesco di Balduccio Pegolotti, leur facteur (*Pratica della mercatura*, éd. Evans), l'existence de succursales des Peruzzi et des Acciaiuoli à Tunis pourraient attirer l'adhésion à la première hypothèse. Voir également les textes publiés par Zeno (R.), *Documenti per la Storia del diritto marittimo nei secoli XIII e XIV*, Turin, 1936.

Leurs agents rayonnaient d'ailleurs à partir de ces succursales : on en rencontre jusqu'en Bretagne (1) et en Aquitaine (2).

Les Bardi font du commerce avant tout (3) : commerce de céréales exportées du royaume de Sicile ; commerce de laines et de draps : exportation de laines anglaises vers le continent, importation à Florence de draps flamands et français et exportation de draps fins et de soieries florentines ; commerce d'épices, et, en général, de tous les objets dont le trafic leur apparaît fructueux.

Leurs grandes disponibilités financières leur permettent de pratiquer la banque sur une grande échelle avec les princes ecclésiastiques et laïcs : dès la fin du xiii^e siècle, ils servaient la Papauté et les ordres religieux (4) : ils avaient prêté 133.000 florins aux Hospitaliers (5). Ils prêtèrent de l'argent à plusieurs reprises aux rois de France et aux comtes de Flandre (6). Mais leurs relations financières furent surtout étroites avec les rois de Sicile et d'Angleterre. Ils se partagent avec les autres compagnies florentines l'exploitation du royaume de Sicile (7) : transferts de subsides, paiement des traitements des ambassadeurs et de la solde des troupes, prêts surtout, en garantie desquels ils obtiennent la concession de divers revenus. Seulement le royaume de Sicile ne fut le théâtre principal de leur activité que jusqu'aux environs de 1312, date à laquelle la faillite des Frescobaldi leur laissa le champ libre en Angleterre : sans doute continuèrent-ils à tenir une place importante à Naples où ils avaient un grand nombre de leurs déposants et dont le roi leur devait encore plus de 100.000 florins en 1345 (8), mais cette place n'était plus la première. En Angleterre au contraire, sous le règne d'Édouard II et plus encore sous celui d'Édouard III, leur situation est prépondérante (9) : les prêts successifs qu'ils consentent à ces princes pour obtenir en échange des facilités pour exporter les laines sont gagés sur des revenus de la couronne : et peu à peu, au fur et à mesure que s'élève le chiffre de ces créances que la royauté besogneuse ne peut rembourser, la plus grande part de l'administration financière du royaume passe aux mains des Bardi. Édouard III leur doit la somme énorme de 900.000 florins en 1342. Et ce n'est pas seulement dans les grands états que leur concours financier leur faisait obtenir des

(1) De La Borderie, *Le commerce et la féodalité en Bretagne*, dans *Revue de Bretagne et de Vendée*, t. V (1859), p. 363.

(2) *Calendar of Patent Rolls. Edward II*, 1317-1321, p. 350 (8 juin 1319).

(3) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 66-69.

(4) Id., *ibid.*, p. 56.

(5) Id., *ibid.*, p. 57.

(6) Id., *ibid.*, p. 61.

(7) Yver, *Le commerce et les marchands...*, *passim*.

(8) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 72.

(9) Saporì, *La crisi...*, p. 32-65.

privilèges commerciaux qui compensaient en partie l'investissement pour des durées indéfinies de leurs capitaux : les petits princes eux aussi, qui recherchaient leurs services, leur faisaient de grandes concessions : ils jouissaient en Brabant de la condition de la nation privilégiée, à Séville des mêmes privilèges que les Génois, en Arménie et à Rhodes de la franchise douanière alors que les Peruzzi payaient un droit de douane de 2 % et les autres Florentins de 4 % (1).

Cette puissance ne connaît guère de menace ailleurs que dans son extension même. Les Bardi ont une place prépondérante à Florence, et depuis la faillite des Scali qui avait ébranlé le crédit de la cité, ils ont fait alliance avec les grandes compagnies des Peruzzi et des Acciaiuoli qui auraient pu être leurs concurrents les plus sérieux. Cette solidarité se manifeste partout : au lieu de se contrecarrer, les trois compagnies se répartissent à peu près également les opérations, chacune conservant une zone d'action plus particulière, l'Angleterre entre autres pour les Bardi ; c'est ainsi que le cens annuel payé au Saint-Siège par le roi de Sicile est toujours transféré pour un tiers, avec les mêmes frais, par chacune des trois compagnies de Naples à Avignon (2) depuis 1322 ; que les trois compagnies font élever à frais communs en 1338, à la demande du grand maître des Hospitaliers, à Villeneuve dans l'île de Rhodes, un magasin où résideront ensemble leurs représentants (3). Et l'on pourrait citer bien d'autres preuves de cette collaboration (4). D'autre part, les Bardi soutenaient et contrôlaient un certain nombre de compagnies de moyenne importance, comme celle des del Bene (5) et beaucoup de petits artisans auxquels ils avançaient les matières premières ou les fonds pour les acheter et dont ils garantissaient la solvabilité (6). Ils sont le principal des organismes qui centralisent peu à peu autour d'eux toutes les affaires et dont la croissance cache la crise latente de l'économie florentine dans la première moitié du XIV^e siècle.

Cette centralisation presque grandiose rapporte des bénéfices : jusqu'en 1330, les associés reçoivent des dividendes annuels de 20 % en

(1) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 69. La franchise douanière en Arménie et à Rhodes a été obtenue par Pegolotti qui signale le fait dans son manuel. La différence des conditions faite dans les états orientaux aux diverses compagnies florentines montre que, malgré leur solidarité générale, elles n'avaient pas renoncé à la concurrence dans certains domaines particuliers.

(2) Göller I, p. 57-61-62-65-68-73-99-101-102-595.

(3) Livres des Peruzzi, p. 24.

(4) Elle s'exerce même dans certains cas dans un cadre plus large, véritablement national : ainsi, lorsque Pegolotti, facteur des Bardi, obtient du roi de Chypre l'abaissement des droits de douane, pour tous les Florentins, de 4 1/2 % à 2 %, taux dont jouissaient déjà les Bardi et les Peruzzi. (Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 69.)

(5) Saporì, *Una compagnia di Calimala...*, p. 47-48.

(6) Id., *La crisi...*, p. 140.

moyenne pour leur part de capital (1), mais à partir de 1332 ces dividendes tombent à des chiffres infimes 1 %, 1 1/2 % (2) et probablement aussi sont remplacés par des pertes après 1335. Cette décadence est due aux difficultés de tout ordre qui assaillent le commerce florentin : la guerre contre Mastino della Scala oblige Florence à un grand effort financier (emprunts et impôts) dont les compagnies commerciales supportent, en définitive, la plus grande partie du poids, tandis que l'Italie du Nord se ferme à leurs affaires (1336-1339) (3) ; au même moment survenait le conflit franco-anglais (4). Les Bardi avaient de grands intérêts chez les deux belligérants, mais leurs créances étaient bien plus fortes à l'égard du roi d'Angleterre ; par nécessité donc ils prennent parti pour lui et financent ses expéditions : c'était se rendre hostile le roi de France ; bien plus, l'échec de la campagne d'Édouard III en 1339 rend plus qu'hypothétique tout remboursement de sa part et, la Flandre étant devenue le théâtre des opérations, c'est tout le Nord-Ouest de l'Europe qui se ferme à leur commerce. Si l'on ajoute à ces deux guerres, perdues au fond par les Bardi et ceux qui les suivaient, la peste et la disette qui surviennent en 1340, on comprend que la compagnie marche vers une inéluctable ruine que hâtent le tour de valse gibelin de Florence en 1341 et le rush des créanciers napolitains qu'il détermine (5).

Dans cette ruine même se manifeste la puissance des Bardi : depuis 1339 leurs associés réalisent leurs bien-fonds et ils cessent de soutenir les moindres compagnies (6) : toutes s'écroulent entraînant, dès 1343 les Peruzzi et les Acciaiuoli. Les Bardi demeurent les derniers et ne déposent leur bilan que près de trois ans plus tard, au début de 1346 (7). Ils laissent un passif de 550.000 florins couvert et au delà par plus d'un million de florins de créances actuellement irrécouvrables sur les rois d'Angleterre et de Sicile (8). Leurs créanciers reçoivent 9 s. 3 d. par livre soit 48 % (9).

(1) Id., *ibid.*, p. 106.

(2) Id., *ibid.*, p. 106.

(3) Id., *ibid.*, p. 107-115.

(4) Id., *ibid.*, p. 95-100.

(5) Cf. Saporì, *Una parentesi ghibellina nella politica guelfa di Firenze*, dans *Rivista delle Biblioteche e degli Archivi, nuova serie*, t. II (1924), p. 237-242, et *La crisi...* p. 141-144.

(6) Id., *La crisi...*, p. 140.

(7) Id., *ibid.*, p. 172.

(8) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 71. Une partie de la créance sur le roi d'Angleterre fut recouvrée sous Richard II. Cf. Beardwood (A.), *Alien merchants in England, 1350 to 1377. Their legal and economic position*. Cambridge (Mass.), 1931, p. 122-134.

(9) Saporì, *La crisi...*, p. 174.

Les Peruzzi

Les Peruzzi étaient une très vieille famille « popolana » établie dans le « sestiere » de San Pier Scheraggio (1) ; son nom se trouve dans les documents depuis le ^{xii}^e siècle (2). La compagnie commerciale qu'ils constituèrent n'apparaît qu'à partir de 1274 et ne prit un essor considérable qu'après 1300 où tous les membres de la famille en firent partie, au moment où la lutte des Blancs et des Noirs entraînait la ruine des grandes sociétés du ^{xiii}^e siècle (3). Leur ascension est donc parallèle à celle des Bardi : comme eux, c'est dans la première moitié du ^{xiv}^e siècle qu'ils atteignirent à la grandeur. Mais leur puissance demeura toujours un peu moindre que celle des Bardi qui occupent, sans conteste, la première place dans le commerce florentin après la faillite des Scali.

La compagnie des Peruzzi est le seul des grands organismes commerciaux du ^{xiv}^e siècle qui soit vraiment bien connu ; une partie de ses livres de comptes ont subsisté (4) ; ils ont permis à A. Saporì qui les a publiés de composer toute une série d'études de détail sur divers aspects de l'organisation et de la vie de cette compagnie (5). Et ce sont bien souvent leurs données qui, par généralisation, permettent l'étude et la description des grandes compagnies florentines du Trecento, toutes construites sur un modèle uniforme.

De 1292 à 1343, 9 compagnies successives se relèvent mutuellement, en 1292, 1296, 1300, 1308, 1310, 1312, 1324, 1331 et 1335, sous la raison sociale « Compagnia di Filippo d'Amideo dei Peruzzi e compagni » jusqu'en 1303, « Compagnia di Tommaso d'Arnoldo dei Peruzzi e compagni »

(1) Au ^{xiv}^e siècle, le magasin principal de la compagnie était sis à Santa Cecilia ; ils possédaient, en outre, un entrepôt dans les paroisses de San Jacopo tra le fosse et de San Simone, deux magasins Piazza a Ponte et Borgo dei Greci et une boutique via Vachereccia.

(2) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, *passim* ; Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 72.

(3) Saporì, *Storia interna...*, p. 6.

(4) Cinq livres de comptes conservés à la Biblioteca Riccardiana de Florence, et publiés par Saporì, *I libri di commercio dei Peruzzi*. Milan-Treves, in-4°, 1934, p. LXXIX-571.

(5) Saporì (A.), *I libri di commercio della compagnia Peruzzi di Firenze*, dans *Studi medicoali*, 1928. Nuova serie I, p. 114-130 ; *Storia interna della compagnia mercantile dei Peruzzi*, dans *Archivio storico Italiano*, XLII (1934), p. 3-67 ; *Soci e fattori della Compagnia mercantile dei Peruzzi di Firenze nella prima metà del Trecento*, dans *Ad Alessandro Luzio gli Archivi di Stato Italiani. Miscellanea di Studi Storici*. Florence, Le Monnier, 1933, vol. II, p. 325-330 ; *La crisi...*

Il est à souhaiter que toutes ces données et celles qui sont éparées dans les travaux déjà cités de Russell, Yver, Lioni, Renouard soient un jour rassemblées dans une monographie organique et complète. Semblable monographie n'existe encore pour aucune des grandes compagnies florentines ; l'état de la documentation ne la rend guère possible que pour les Peruzzi.

de 1303 à 1332, « Compagnia di Giotto d'Arnoldo dei Peruzzi e compagni », de 1332 à 1336, « Compagnia di Bonifazio di Tommaso dei Peruzzi e compagni » de 1336 à 1340, et « Compagnia di Pacino di Tommaso dei Peruzzi e compagni » de 1336 à 1340 où elle fit faillite (1). Les armes parlantes de la famille, trois poires, servaient de marque à la compagnie au sens large.

Le capital social, qui était de 124.000 livres a fiorino dans la compagnie formée en 1300, passe à 149.000 livres (environ 103.000 florins, chiffre à peine inférieur à celui de la compagnie contemporaine des Bardi) en 1310, pour redescendre ensuite à 60.000 livres en 1324 et 90.000 en 1331 (2). Malheureusement les livres qui sont parvenus jusqu'à nous sont muets sur les sommes déposées près de ces compagnies, qui devaient constituer la plus grande partie des fonds dont elles disposaient. Le capital social appartient en majorité aux membres de la famille Peruzzi, qui formaient plus de la moitié des associés des compagnies successives, jusqu'à la compagnie de 1335, où les familles étrangères, au premier rang desquelles venaient les Soderini et les Baroncelli, groupèrent une part de capital plus importante que la leur (3). Le nombre des associés oscilla entre 17 et 22 (4) ; celui des facteurs connus est au total de 164, inférieur de moitié à celui des facteurs connus des Bardi (5). Sans que l'on puisse tirer de conclusions définitives de ces derniers chiffres obtenus par le recouplement de sources fragmentaires (6), le moindre nombre de leurs facteurs (7) et leur moindre rétribution certaine (8) par rapport à ceux des Bardi semblent des indices assurés de la place un peu moins importante qu'occupaient les Peruzzi à la tête de l'économie florentine et mondiale.

Leurs affaires, absolument parallèles à celles des Bardi, se déroulaient également dans tout le monde occidental et méditerranéen. Quelques légères variantes leur donnent seules l'originalité. Nous connaissons 16 succursales aux Peruzzi : Avignon, Barletta, Bruges, Castello di Castro,

(1) Saponi, *Storia interna...*, p. 20-24.

(2) Id., *ibid.*, p. 24.

(3) Id., *ibid.*, p. 35.

(4) Id., *ibid.*, p. 20-24.

(5) Renouard, *Le compagnie mercantili...*, p. 169-174.

(6) On ne peut exactement comparer les deux chiffres. Les 376 facteurs des Bardi ont servi cette compagnie entre 1310 et 1345 ; mais on ne connaît pour aucune année ou pour aucun groupe restreint d'années le nombre des facteurs en service. Au contraire, parmi les 164 facteurs connus des Peruzzi, se trouvent les 131 facteurs en activité entre 1335 et 1343, plus une trentaine d'autres qui ont servi dans les périodes antérieures. Cf. l'étude des différents éléments de ces totaux dans Renouard, *Le compagnie mercantili...*, p. 172.

(7) La différence est telle, pour des sources d'information directement comparables, qu'il semble bien improbable que le nombre des facteurs des Peruzzi (que l'on peut dégager pour une des années 1335-1343 des listes de Saponi) atteigne celui des facteurs des Bardi, pour une de ces années, si on peut jamais l'établir.

(8) Cf. *supra*, p. 11, note 3.

Chiarenza, Chypre, Gênes, Londres, Majorque, Naples, Palerme, Paris, Pise, Rhodes, Tunis, Venise (1). Cette liste, très proche de celle des Bardi, ne coïncide pas exactement avec elle : l'une et l'autre sont vraisemblablement incomplètes (2) ; mais d'autres sources viennent confirmer certaines différences locales : c'est ainsi que la liste des versements des communs services au Saint-Siège souligne bien l'absence de toute activité des Peruzzi dans la péninsule ibérique que suggérait l'énumération des succursales : à supposer qu'ils aient eu au moins quelques correspondants à Barcelone, il semble assuré qu'ils n'entretenaient point d'agent, comme les Bardi, à Séville, ni en Castille, ni en Léon. D'autre part, leurs opérations financières et bancaires, pour se dérouler dans les mêmes régions et sous les mêmes formes, ont eu une évolution indépendante. Sans doute les Peruzzi ont-ils été en relations avec la Papauté à partir du pontificat de Boniface VIII (3) et avec les ordres religieux : les Hospitaliers leur devaient 190.000 florins en 1321, et ils leur prêtent encore 10.000 besants en 1324 (4) ; sans doute aussi ont-ils consenti des prêts au roi de Sicile, surtout avant 1310 (5), et au roi d'Angleterre. Mais on ne leur voit jouer un rôle important en Angleterre que tardivement, à partir de 1330, (6) comme si les Bardi ne pouvant plus suffire aux besoins d'Édouard III ou, jugeant leur position trop aventureuse, les avaient appelés au secours ; en 1343, le roi leur sera débiteur de 600.000 florins. Et surtout, ils semblent avoir joué un rôle plus important à la cour de France et auprès du comte de Flandre (7) que les Bardi : ils prêtèrent à diverses reprises à Philippe le Bel et à ses fils des sommes importantes qu'ils récupérèrent ensuite sur les revenus royaux.

Ces nuances particulières des théâtres principaux et de l'évolution de l'activité des Peruzzi ne se retrouvent naturellement ni dans la nature de leurs opérations ni dans les objets de leur commerce : celui-ci est fondé sur les marchandises fondamentales du trafic au ^{xiv}^e siècle : les céréales, les laines et les draps, les épices.

L'évolution générale des affaires des Peruzzi, reflet d'une activité solidaire et des mêmes conditions économiques et politiques florentines et mondiales, est toute semblable à celle des Bardi. Les 4 premières compagnies apportent de beaux bénéfices aux associés qui se répartissent 15,40 %, 20 %, 14,50 %, et 16 % de dividende annuel ; avec la compagnie formée

(1) Renouard, *Le compagnie mercantili...*, p. 171.

(2) Les Peruzzi étaient aussi représentés sur la côte orientale de l'Adriatique, « I nostri compagni di Schiavonia » et à Tripoli « Giovanni Forzetti, nostro compagno a Tripoli » (Peruzzi (S. L.), *Storia del commercio...*, p. 343) ; mais était-ce de façon constante ?

(3) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 73-76.

(4) Id., *ibid.*

(5) Id., *ibid.*

(6) Id., *ibid.*

(7) Id., *ibid.*

en 1324 commencent les difficultés : à sa liquidation, en 1331, le résultat qui ne nous est pas connu semble avoir été négatif : la 6^e compagnie fait perdre 16,50 % par an de leur capital à ses associés (1) et celle qui lui succède en 1335 s'achemine, à travers les mêmes péripéties dramatiques déjà décrites pour les Bardi, vers la faillite qui survient plus tôt, en octobre 1343 (2). Elle laissait un passif de 350.000 florins plus que couvert par des créances irrécouvrables : 100.000 florins sur le roi de Sicile, 600.000 florins sur le roi d'Angleterre (3).

Les créanciers reçurent 7 s. 3 d. par livre soit 37 % de leur créance (4).

Les Acciaiuoli

Les Acciaiuoli ont été l'âme d'une compagnie dont beaucoup de textes citent le nom à côté de ceux des compagnies des Bardi et des Peruzzi avec lesquelles elle avait fait alliance dans la première moitié du xiv^e siècle. Par toutes les manifestations que l'on connaît de son activité, cette compagnie semble avoir été un peu moindre que celle des Bardi, mais d'une puissance absolument comparable à celle des Peruzzi : elle était, au minimum, la troisième compagnie florentine. Or le hasard, qui a conservé quelques livres de comptes des Bardi et surtout des Peruzzi, n'a rien laissé subsister des archives des Acciaiuoli. Aussi, dans l'ignorance de données concernant son histoire interne, les érudits n'ont-ils encore jamais consacré d'étude, si minime soit-elle, à cette compagnie (5). Les documents contenus dans les Archives vaticanes me permettent, joints à ceux qu'a publiés Davidsohn, d'en esquisser l'histoire.

Les Acciaiuoli, eux aussi « popolani », résidaient dans le sestiere du Borgo. Ils sont connus comme prêteurs d'argent déjà en 1231 (6) ; mais ils n'apparaissent à la tête d'une compagnie de quelque importance que dans un acte de 1284 par lequel ils prêtent 5.000 florins à Charles d'Anjou à

(1) Chiffres établis par Saporì, *Storia interna...*, p. 27-38.

(2) Saporì, *La crisi...*, p. 160.

(3) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 78.

(4) Saporì, *La crisi...*, p. 174.

(5) On ne saurait, en effet, qualifier d'étude sur les Acciaiuoli les 8 pages que leur consacre Meltzing (*Das Bankhaus...*, p. 47-55), conscient de leur importance et de la nécessité de leur faire une place dans son ouvrage : faute de renseignements, il les décrit sur le modèle des Bardi et des Peruzzi ; et il consacre 6 de ces 8 pages à l'analyse de l'activité des compagnies florentines dans le royaume de Sicile : il ne s'agit plus là, par conséquent, des seuls Acciaiuoli. Cette activité est d'ailleurs bien plus amplement décrite par Yver, *Le commerce et les marchands...* D'autre part, les textes publiés par Lioni, *Le compagnie...* font connaître le rôle des Acciaiuoli en Sicile, et l'étude de Panella, *Politica ecclesiastica del Comune fiorentino dopo la cacciata del duca d'Alene* dans *Archivio Storico Italiano*, 1913, p. 271-371, touche à certains aspects de sa faillite. Voilà tous les travaux où est étudiée, de façon toujours accessoire, la compagnie des Acciaiuoli.

(6) Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 47.

Crémone (1). Leur histoire est donc en tous points parallèle à celle des Bardi et des Peruzzi ; ils font partie de ces jeunes compagnies nées à la fin du XIII^e siècle qui furent les vraies triomphatrices dans la lutte des Noirs et des Blancs à laquelle elles ne participèrent que de loin : la faillite successive, de 1302 à 1315, des sociétés qui y avaient joué le premier rôle leur laisse la prépondérance, qu'elles exercent solidairement, surtout après la faillite des Scali, jusqu'au krach de 1342-46. C'est au XIV^e siècle que les Acciaiuoli connurent la grandeur.

Nous ignorons le nombre de compagnies successives, au sens restreint, qu'ils constituèrent : nous savons simplement que leur raison sociale était en 1304 « Compagnia di messer Leone degli Acciaiuoli e compagni » (2), de 1322 à 1327 au moins « Compagnia di Dardano degli Acciaiuoli e compagni » (3) ; et tout se passe comme si la compagnie avait eu pour directeur aux environs de 1337 soit Acciaiuolo, soit Banco degli Acciaiuoli, soit tous les deux à la fois (4). Le nombre des associés qui était de 10 en 1284 (6) et de 19 en 1312 (5) dut se maintenir ensuite autour de ce dernier chiffre qui correspond à celui que nous avons rencontré chez les Bardi et les Peruzzi : n'ayant trouvé mentionnés simultanément dans les textes postérieurs à 1312 que 7 ou 8 noms d'associés (7), je ne puis dire si pendant cette période la famille Acciaiuoli continue à ne fournir que la minorité des associés, comme auparavant ; en tout cas, figurent dans le même texte, comme associés de la compagnie à la date de 1323, 3 Acciaiuoli, 3 Manetti, 1 Bonaccorsi et 1 Bandini (8). Nous ignorons absolument et le chiffre du capital social et celui des participations individuelles, à quelque époque que ce soit. Quant aux facteurs, sans posséder aucun livre de la compagnie, nous en connaissons 82 pour les années 1310-1342 (9). De ces 82 noms, 54 proviennent de documents pontificaux (10) ; or ces mêmes documents pontificaux contiennent 54 noms également de facteurs des Bardi et 34 noms de facteurs des Peruzzi (11). Les relations des papes avec les trois compagnies solidaires ont été à peu près équivalentes ; il y a

(1) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 193.

(2) Id., *ibid.*, p. 193. Est-ce du prénom de ce directeur que dérive la marque de la compagnie au XIV^e siècle : des lions ?

(3) A. C. arm. C, n° 334.

(4) Coll. 380, f. 254.

(5) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 193.

(6) Id., *ibid.*, p. 193.

(7) Huit, d'après un acte de nov. 1323 (A. C. arm. C, n° 334) ; 6 d'après un acte d'août 1326 (I. M.), n° 980) ; 7, d'après un acte de nov. 1330 (R. A. 85, f° 475-6).

(8) A. C. arm. C, n° 334.

(9) Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 47.

(10) Id., *ibid.*, p. 249-251 ; les autres proviennent d'une liste dressée par Yver, *Le commerce et les marchands...*, p. 404.

(11) Id., *ibid.*, p. 64-66 et 172-174.

donc tout lieu de croire que le nombre de leurs facteurs cités dans les documents des Archives Vaticanes est au chiffre total de leur personnel dans une semblable proportion (1). Il résulte de ces données et de ce calcul que le personnel des Acciaiuoli était vraisemblablement plus proche par le nombre de celui des Bardi que de celui des Peruzzi. Et leur compagnie pourrait bien avoir occupé non pas la troisième mais la deuxième place (2).

L'activité d'une aussi puissante compagnie s'étendait naturellement à peu près à toutes les parties du monde méditerranéen et occidental. Nous connaissons aux Acciaiuoli 19 succursales : à Avignon, Barletta, Bologne, Bruges, Chiarenza, Famagouste, Gênes, Londres, Macerata, Naples, Palerme, Paris, Pérouse, Pise, Plaisance, Rhodes, Rome, Tunis et Venise (3). Mais il s'en fallait que leurs chiffres d'affaires fussent équivalents. Les Acciaiuoli ont des zones d'action privilégiées : l'Italie et l'Orient. La liste des succursales rangées par ordre d'importance, selon le nombre des facteurs qui se trouvent normalement dans chacune, qu'a publiée Buchon (4) est éloquent à cet égard : en tête viennent Gênes, Naples et Barletta avec 6, 5, et 4 facteurs, puis avec 3, Avignon, Famagouste et Palerme ; toutes les autres n'en occupent que 2 ou 1. Ces chiffres sont confirmés par la liste des transferts de communs services à la Chambre Apostolique par l'intermédiaire des Acciaiuoli d'où il ressort qu'ils n'ont aucun représentant dans la Péninsule ibérique où ils ne possèdent d'ailleurs aucune succursale, et par le fait qu'ils n'ont pas avancé d'argent au roi d'Angleterre, comme les Bardi et les Peruzzi, preuve que leurs affaires n'étaient pas très développées outre-Manche ; ce n'est d'ailleurs qu'en 1331 qu'ils ont sollicité de la Chambre Apostolique d'être chargés du transfert à Avignon d'une part des revenus anglais du Saint-Siège. Leur activité dans le Nord-Ouest de l'Europe était donc limitée : leur terrain d'action préféré était le royaume de Sicile où ils jouent un rôle prépondérant à partir de 1310 (5) : ils y font le commerce des céréales, celui des draps et des fournitures de guerre ; ils sont les banquiers des rois angevins qui leur engagent leurs divers revenus, leurs joyaux et jusqu'à leurs insignes

(1) D'autant plus que cette proportion, par rapport au chiffre total du personnel connu, est quasi exactement la même pour les Bardi et les Peruzzi : 19 % et 21 %. (Renouard, *ibid.*, p. 179.)

(2) Ceci n'est naturellement qu'une hypothèse, pour la confirmation de laquelle il faudrait avoir bien d'autres données que celles dont nous disposons (chiffres du capital social, des affaires, des salaires, etc.).

(3) Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 48.

(4) Buchon (J. A.), *Nouvelles recherches historiques sur la principauté française de Morée et ses hautes baronnies*. Paris, 1843, t. I, p. 46, note.

(5) L'activité des Acciaiuoli dans le royaume de Sicile n'a pas fait l'objet d'une étude d'ensemble ; les travaux d'Yver, *Le commerce et les marchands...*, *passim*, de Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 419-425, et de Meltzing, *Das Bankhaus...*, p. 48-54 permettent néanmoins de s'en faire une idée suffisante.

royaux, le sceptre et la main de justice, pour obtenir d'eux des prêts. Et leurs associés jouissent à la cour de Naples de beaucoup d'honneurs : l'un d'eux, Niccolò Acciaiuoli devint conseiller financier de la reine Jeanne puis grand sénéchal du royaume (1). Mais en dehors du royaume de Sicile, les Acciaiuoli ne se sont guère livrés à de grandes opérations financières et bancaires comme les Peruzzi et les Bardi : ils n'ont pas même prêté d'argent comme ceux-ci aux Hospitaliers. Ils apparaissent comme bien plus adonnés au commerce qu'à la banque. Cette sagesse, qui s'explique peut-être par un essor plus tardif, ne les a néanmoins pas préservés de la faillite puisqu'un dense réseau d'opérations en commun, de dettes et de créances, les avait rendus solidaires des Bardi et des Peruzzi.

L'absence de toute donnée numérique nous contraint à ignorer l'évolution de leurs bénéfices et de leurs pertes : le fait certain est qu'alors que l'absence de crédits gelés en Angleterre semblait devoir leur éviter la catastrophe à laquelle couraient les Bardi et les Peruzzi, ils y furent précipités néanmoins par leur solidarité avec eux et surtout par le fait que le krach fut déterminé par une panique napolitaine qui les touchait plus vivement que leurs collègues. Ils durent suspendre leurs paiements à la fin de 1343 (2) ; leurs créanciers reçurent vraisemblablement 50 % de leurs créances (3) ; c'était un taux supérieur à celui que récupérèrent les créanciers des Bardi et des Peruzzi : ce fait souligne encore que la compagnie des Acciaiuoli était la moins engagée des trois dans de mauvaises affaires avec les Rois.

Les Bonaccorsi

À côté des trois compagnies précédentes, la compagnie des Bonaccorsi représente un type de compagnie florentine de second ordre, dans la première moitié du xiv^e siècle. Cette modestie même et l'absence de tous documents provenant d'elle ont contribué à la faire passer inaperçue des érudits ; personne ne lui a encore consacré de notice, si brève fût-elle ; et cependant, elle a compté parmi ses associés Giovanni et Matteo Villani les chroniqueurs (4) et son rôle a été loin d'être négligeable, surtout à partir de 1330.

(1) L'activité politique de Niccolò Acciaiuoli a été analysée par Léonard (E. G.), *Histoire de Jeanne I^{re}, reine de Naples, comtesse de Provence*, 3 vol., Monaco et Paris, 1932-1937.

(2) Panella, *Politica ecclesiastica...*, p. 279.

(3) Saponi, *La crisi...*, p. 193.

(4) Giovanni Villani cesse d'être associé des Peruzzi dans la compagnie qui se constitue le 1^{er} novembre 1308 où son frère, Filippo, le remplace (Luiso (F. P.), *Indagini biografiche su G. Villani*, dans *Bullettino dell'Istituto storico Italiano e Archivio Muratoriano*, n° 51 (1936). S. L. Peruzzi affirme, sans preuve, qu'il entre aussitôt dans la compagnie Bonaccorsi (*Storia del commercio...*, p. 163) ; G. Masi place, sans plus de fondement, cette entrée chez les Bonaccorsi en 1323 au plus tard (*I banchieri*

En fait, par comparaison avec celles des Bardi, des Peruzzi et des Acciaiuoli qui sont en plein épanouissement, à l'apogée de leur puissance dans cette première moitié du siècle, la Compagnie des Bonaccorsi apparaît comme faisant partie d'une génération postérieure : elle se développe de 1318 à 1343, partant de très peu de chose pour arriver dans les dernières années à s'imposer sur un pied d'égalité avec les trois grandes compagnies dans les rapports avec les Papes ou les rois de Sicile. Et par là même son étude revêt un intérêt particulier : elle permet, en effet, à qui retrace son histoire, d'assister à la croissance d'une compagnie qui semblait devoir dominer à son tour l'économie florentine, si ses attaches napolitaines ne l'avaient entraînée, elle aussi, dans le krach de 1342-46.

Elle a été créée aux environs de 1310 par Vanne Bonaccorsi sorti de la compagnie des Macci et peut-être par son beau-frère Giovanni Villani qui avait abandonné celle des Peruzzi le 1^{er} novembre 1308 (1). Nous n'avons aucun renseignement sur ses capitaux et bien peu sur son personnel : nous savons seulement que la compagnie, au sens restreint, reconstituée en 1324 avait pour directeur ser Vanni Bonaccorsi ; à la mort de celui-ci, survenue sans doute en 1330, son fils Simone lui succéda et la raison sociale demeura, au moins jusqu'en 1338 et sans doute jusqu'à la faillite, « Compagnia di Simone de' Bonaccorsi e compagni » (2).

Nous connaissons 8 associés en 1324 (3), 6 en 1338 (4) ; mais ces chiffres ne semblent pas correspondre au nombre total des associés à ces deux dates (5). Il faut en tout cas noter que tous les membres de la famille Bonaccorsi ne faisaient pas partie de la compagnie (6), dans laquelle

fiorentini nella vita politica della città sulla fine del Duecento, dans *Archivio Giuridico*, CV (1931), p. 19). Le fait certain est que le chroniqueur faisait partie des associés de la compagnie et fut, à ce titre, arrêté et incarcéré dans les Stinche comme débiteur insolvable après la faillite (Peruzzi, *op. cit.*, p. 163). Quant à Matteo Villani, il représentait déjà la compagnie à Naples le 12 juillet 1319 ; il semble avoir fait toute sa carrière dans la capitale angevine, à l'exception de deux années passées à Avignon de 1333 à 1335 ; il était encore à Naples où il cherchait à récupérer les créances de la compagnie, après la faillite, en octobre 1346 (Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 164).

(1) F. P. Luiso, *Mercatanti lucchesi dell'epoca di Dante*. I. *La compagnia dei Battosi alla Corte angioina*, dans *Bollettino Storico Lucchese VIII* (1936), n° 2, a fait définitivement justice de l'idée, accréditée par de mauvaises lectures de De Blesiis, Minieri Riccio, Yver et Cadier et accueillie par Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 410-411, d'une compagnie Bonaccorsi déjà très active à Naples dans le dernier tiers du XIII^e siècle.

(2) Livres des Peruzzi, éd. Saponi, v. Index à ce nom.

(3) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 193.

(4) Archives du Vatican, A. C. arm. C, n° 323.

(5) Voir la liste des associés assurés et présumés, d'après les documents pontificaux dans Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 164-5.

(6) Malgré l'affirmation contraire de G. Masi, *I banchieri fiorentini...*, p. 19 : en effet, un Giovanni Bonaccorsi fut associé des Acciaiuoli de 1322 à 1342 (cf. Renouard, *op. cit.*, p. 49) et Gherardo di Gentile Bonaccorsi demeura associé des Peruzzi jusqu'en 1335 (cf. Saponi, *Storia interna...*, p. 22-23).

par contre, les familles Aldobrandini et Villani tenaient une grande place. Et nous lui connaissons 36 facteurs entre 1319 et 1343 (1) : ce chiffre est très inférieur aux données correspondantes que nous possédons pour les grandes compagnies, mais se rapportant à une société jeune, en plein développement, il en souligne l'importance réelle.

Cet essor même des Bonaccorsi à partir de 1318 (2) montre l'extension progressive de leur rayon d'action dans les diverses régions du monde commercial d'alors : leur base est le royaume de Sicile, terre nourricière par excellence du grand commerce florentin. Un texte cité par Davidsohn montre un de leurs rameaux à Padoue dès 1314 (3), mais on ne sait s'il s'agit d'un simple correspondant ou d'une véritable succursale ; la première hypothèse semble préférable, car on ne retrouve pas dans la suite mention de cet établissement ; en tout cas c'est la preuve qu'ils entretenaient déjà des relations sur différentes places d'Italie. Il faut attendre 1324 pour les voir sortir de la Péninsule : ils créent à cette date une succursale à Avignon (4) auprès de la Cour pontificale, ce qui leur était indispensable pour pouvoir participer avec fruit aux opérations financières de la Chambre Apostolique : jusque-là, en effet, ils s'étaient servis des Scali, puis des Peruzzi comme correspondants à Avignon (5). Et leur autonomie s'affirme peu à peu : ils ouvrent une succursale à Londres en 1332 (6), à Paris, sans doute avant 1340 (7), et ils peuvent prendre part dès lors au transfert des revenus anglais et français de la Papauté (8). Mais la crise qui devient de plus en plus aiguë les dissuade sans doute de créer de nouveaux établissements sur les autres places principales de la Chrétienté : il ne semble pas qu'ils en aient eu à Bruges avant de faire faillite. A ce moment, la compagnie des Bonaccorsi possédait au moins 9 succursales : à Avignon, Bénévent, Bologne, Londres, Macerata, Naples, Paris, Pérouse et Rome (9). Cette liste, confirmée par celle des transferts de communs services à Avignon qui suggère en outre l'existence de représentants de la compagnie en Orient, montre que leurs affaires se développaient principalement dans la Péninsule italienne.

Dans ces affaires, comme il est naturel pour une compagnie moyenne, le commerce semble avoir tenu de loin la première place : commerce de

(1) Vingt-quatre nommés dans les documents pontificaux (Renouard, *ibid.*, p. 165-166) et 12 cités par Yver, *Le commerce et les marchands...*, p. 403.

(2) Cet essor est attesté par divers actes cités par Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 140 et *Forschungen...*, III, n° 751.

(3) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 452.

(4) I. E. 58, f° 135.

(5) I. M. n° 663 ; I. E. 47, f° 28 ; I. E. 54, f° 26.

(6) R. V. 116, f° 229.

(7) I. E. 171, f° 62.

(8) I. E. 19, f° 124 ; I. E. 131, f° 20, etc.

(9) Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 164.

draps franco-flamands (1), de laines anglaises, d'épices et d'objets précieux d'Orient, de céréales et de produits alimentaires de l'Italie du Sud (2).

Les opérations financières auxquelles se livrent les Bonaccorsi sont assez rares et de médiocre envergure : c'est ainsi par exemple qu'ils ont une activité de changeurs assez grande à Avignon (3). Mais ils sont trop peu puissants, surtout au début, pour prêter des sommes considérables à des princes étrangers : ils ne le feront qu'à partir de 1328, — et pour des sommes bien moindres que les autres compagnies, — en faveur des seuls Angevins de Naples (4), dans le royaume desquels se déroulait la plus grande partie de leur activité et dont il leur fallait se concilier les faveurs. C'est là encore une preuve tangible de leur ascension : à partir de 1328-1330, en effet, les Bonaccorsi se rencontrent normalement à côté du groupe Bardi-Peruzzi-Acciaiuoli, auquel ils semblent alliés désormais, dans les comptes des rois de Sicile et dans ceux des Papes. Mais cette solidarité, qui a certainement facilité leur croissance, ne les a pas sauvés de la chute. L'extension de leurs affaires en Italie du Sud les fit souffrir les premiers du rush de leurs créanciers napolitains après la foudrerie gibeline de la politique florentine. N'étant pas soutenus par les trois grandes compagnies, trop inquiètes de leur propre sort, ils firent faillite dès 1342 (5). Nous ne connaissons ni le chiffre de leur passif, ni le pourcentage qui fut versé à leurs créanciers.

B) Après 1342-1346

La crise de 1342-46, en abattant coup sur coup les trois principales et bon nombre des compagnies de moyenne importance a porté à l'économie florentine un coup si violent qu'elle mit près de vingt ans à se rétablir. Et cela d'autant plus qu'elle fut suivie presque aussitôt de la peste de 1348 qui réduisit de moitié au moins la population de Florence (6) et d'un tiers celle de la Chrétienté.

(1) A partir de 1331 seulement, quand l'activité de la compagnie s'étendit aux régions septentrionales de l'Europe : cf. Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 242 ; sur les fournitures de draps flamands à la Curie, cf. Schäfer II, p. 31-80.

(2) Cf. Yver, *Le commerce et les marchands...*, p. 335 et suiv.

(3) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 276 se réfère à un texte pour 1327 ; un « Nerus Bonacursii » est mentionné dans la liste des changeurs d'Avignon en déc. 1328, publiée par Schäfer I, p. 137* ; mais est-il de la même famille ?

(4) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 419.

(5) Saporì, *L'interesse del denaro...*, p. 161. La dernière mention de l'activité des Bonaccorsi dans les documents pontificaux date du 15 février 1342 où leur représentant à Avignon verse à la Chambre 300 florins provenant des biens de l'évêque du Mont-Cassin qu'ils y ont transférés.

(6) Matteo Villani (*Cronaca*, I, 2) dit les 3/5 ; Boccace (*Décameron*, Introduction) estime le nombre des morts à l'intérieur des murs à plus de 100.000. D'après les calculs de Salvemini (G.), *Magnati e popolani in Firenze dal 1280 al 1295*, dans les *Pubblicazioni*

Jusqu'aux environs de 1360, en effet, le commerce florentin se débat dans un profond désarroi : toute puissance, toute grandeur lui sont devenues étrangères. Il ne comprend plus que des compagnies de modeste et de faible importance qui ont pâti, elles aussi, de la tourmente qui, de toutes parts, s'est abattue sur la cité. Leur caractère essentiel est la faiblesse.

Faiblesse des capitaux, naturelle dans une ville où les familles les plus riches viennent d'être à peu près complètement ruinées par la faillite des compagnies dont elles étaient l'âme et dont leur responsabilité pécuniaire illimitée constituait la base du crédit et où la plupart des citoyens ont perdu dans la crise, d'après le pourcentage de recouvrement des créances, la moitié de leur fortune mobilière. Tous ces malheurs ont semé la défiance à l'égard des compagnies à Florence même et surtout à l'étranger : les capitalistes s'abstiennent de déposer auprès d'elles des sommes importantes : si, d'aventure, ils en risquent quelque-une, ils la surveillent de si près que l'éventualité de son remboursement empêche le dépositaire de l'utiliser avec profit. Il y a donc tout lieu de penser que les maigres capitaux sociaux constitués par les modestes apports d'associés peu nombreux (1) constituaient à peu près tous les fonds dont disposaient ces compagnies.

Faiblesse conséquente du rayon d'action et du chiffre d'affaires. Le rayon d'action des compagnies d'après 1346 est fort restreint : la plupart n'entretiennent de succursales que dans quelques villes d'Italie, Pérouse, Venise, Naples et hors d'Italie à Avignon seulement ; on ne peut plus parler, avec ces quelques établissements géographiquement voisins, de commerce mondial (2) : les sociétés qui s'y livraient se sont écroulées ensemble. Et l'importance a diminué avec l'extension : des compagnies souvent nommées entre 1346 et 1360 et qui semblent de bons types des compagnies moyennes de cette période, celles des Palarcioni et des

dell' Istituto di studi superiori di Firenze, 1899, p. 42 et suiv., et de Rodolico (N.), *La democrazia fiorentina nel suo tramonto*. Bologne, 1905, p. 7-45, la peste de 1348 aurait fait tomber la population de Florence et de ses faubourgs de 120.000 habitants à 30.000 environ.

(1) Nous ne connaissons avec précision le chiffre du capital social d'aucune compagnie florentine après 1345 ; mais il est évident d'après tout ce qui suit, que les capitaux dont elles disposaient étaient très restreints.

(2) Ainsi, nous ne connaissons de succursales aux Baldesi et aux Melini qu'à Avignon, aux Rinuccini, aux Ricci et à la compagnie de Vanni di ser Lotto qu'à Avignon et à Pérouse ; les Davizzi en ont, en outre, une à Naples, les Palarcioni une à Venise. Ces listes n'ont point la prétention d'être complètes, puisqu'elles proviennent d'une source secondaire : les documents pontificaux. Mais il est significatif qu'aucune de ces compagnies n'ait de relations suivies avec les pays extérieurs à la Péninsule, Avignon mis à part ; en effet la Papauté les aurait employées à transférer les fonds apostoliques provenant de ces régions et elles auraient accepté de le faire avec empressement. Ces relations restreintes à la seule péninsule manifestent bien que tout le grand commerce, ou à peu près, a disparu de Florence avec le krach et qu'il n'y reste guère que de petites sociétés aux affaires et au rayon d'action très limités.

Rinuccini (1) ne peuvent pas transférer d'Avignon en Italie plus de 5.000 florins à la fois ; évidemment, leur chiffre d'affaires ne leur permet pas de se procurer une plus grosse somme sur la place d'arrivée. Si bien que la Chambre doit employer jusqu'à 11 compagnies simultanément pour des transferts de sommes variant entre 20.000 et 30.000 florins (2), qu'une seule des grandes compagnies de l'époque précédente aurait aisément effectués. Bien plus, ces modestes compagnies n'ont plus, à tout moment, comme celles d'autrefois, des fonds en contre-partie sur les places où leurs clients voudraient en faire parvenir : ceux-ci doivent chercher les changes dont ils ont besoin ; et, puisqu'il n'y a plus de sociétés que l'on soit sûr de trouver à tout moment prête à conclure un change entre n'importe quelles places et capable de l'effectuer, la nouvelle période est l'âge d'or des intermédiaires, des courtiers (3). Il n'y a pas de meilleure preuve du marasme des affaires à Florence.

Faiblesse du personnel, concomitante : le nombre des associés est réduit, celui des facteurs très faible. Nous ne connaissons au total que 13 personnes qui composent ou servent normalement la compagnie des Palarcioni, 10 pour celle des Rinuccini (4). Ces chiffres, tirés des documents pontificaux, ont beau être très incomplets, ils ont une valeur comparable à celle des chiffres que fournit la même source pour les Bonaccorsi (30) et les Acciaiuoli (66). La différence est éloquente. Et bien souvent, au lieu d'un personnel stable régulièrement rétribué, ces compagnies se contentent d'avoir sur les places avec lesquelles elles sont en relations habituelles de simples correspondants ; ces correspondants sont généralement des marchands locaux qui ont leurs affaires propres et qui représentent ainsi, en outre, une ou plusieurs compagnies florentines ou étrangères : ils demandent vraisemblablement comme rémunération un pourcentage sur les affaires auxquelles ils participent : lorsqu'il s'agit d'un transfert de fonds de place à place dont ils font la contre-partie, ils se contentent souvent du bénéfice constitué par le manque à dépenser les frais de transport des espèces. Et la recherche de contre-parties assez rares chez de petits commerçants oblige les compagnies à changer souvent de correspondants sur les mêmes places (5).

(1) Quelques documents relatifs aux Rinuccini, en particulier le contrat qui constituait le 24 décembre 1355, une compagnie dirigée par Francesco Rinuccini à laquelle participaient divers membres de la famille del Bene, ont été publiés par Aiazzi (G.) dans son *Introduction aux Ricordi storici di Filippo di Cino Rinuccini dal 1282 al 1460 colla continuazione di Alamanno e Neri, suoi figli, fino al 1506*. Florence, 1840, p. 14-46. Filippo di Cino était le petit-fils de Francesco, mort en 1378.

(2) Schäfer II, p. 648-650, etc.

(3) Cf. Schäfer II, p. 286, 353, 362-3, 414, etc.

(4) Nous n'en connaissons que 10 également pour les Ricci, 5 pour la compagnie de Vanni di ser Lotto, 4 pour les Melini, 3 pour les Baldesi.

(5) Ainsi la petite compagnie dirigée par ser Mangia Fei emploie dans la même

Ayant peu de haut personnel fixe il serait étonnant qu'elles entretenissent de façon constante des employés subalternes, comme les courriers. En fait, il n'est plus question après 1346 de compagnies possédant en propre leurs courriers : les compagnies de cette période de misère s'unissent pour constituer un service de poste à frais communs entre Florence et les principales places de commerce. Nous connaissons une entreprise de ce genre, la Scarsella — du nom du sac de cuir, l'escarselle, où les courriers mettaient les lettres — dans laquelle 20 compagnies s'étaient groupées, après 1350, pour organiser un service postal régulier entre Florence et Avignon via Gênes (1).

L'entreprise était dirigée par 2 « maîtres de l'escarselle » pris parmi les chefs des compagnies participantes et qui changeaient tous les deux mois. De nouveaux participants pouvaient s'adjoindre aux 20 premiers, avec l'autorisation de ceux-ci. Les statuts étaient renouvelés tous les six mois, modifiés si besoin était, et à nouveau consignés par écrit par un notaire. Le texte qui nous est parvenu date d'un de ces renouvellements pour la Toussaint 1357 : sans doute, comme il est vraisemblable de le penser, l'entreprise existait-elle depuis une dizaine d'années déjà. Elle fonctionnait de la façon suivante : un courrier partait de Florence chaque mercredi, semble-t-il, emportant outre les lettres des sociétés participantes celles de quiconque voulait lui en confier ; chaque hôte chez lequel il logeait en chemin lui en remettait encore ; il recevait les lettres à destination de Gênes, d'Avignon et de régions situées au delà d'Avignon dans le sens sud-nord, à destination de Gênes, de Florence et probablement du sud de l'Italie dans le sens nord-sud. Le texte n'indique pas la durée ordinaire du voyage : l'association la prévoyait avec une marge suffisante pour les difficultés et retards éventuels, puisque les statuts considèrent le cas où, aucune complication n'étant survenue, le courrier peut arriver à destination avec une avance de six jours sur l'horaire normal. Le tarif était calculé d'après le poids : les participants avaient droit à la franchise postale pour les 6 premières onces, payaient 20 sous « piccioli » pour les 2 onces suivantes et un demi-florin pour les 4 suivantes ; les non participants n'avaient aucune franchise. Quiconque remettait des lettres sur le chemin devait payer selon la distance à parcourir, mais jamais moins de 10 sous

année 1346, à Naples, 4 correspondants différents : Andrea Villani, Coppo di Buonaguida, Tommaso Didardi dei Bonciani et Tommaso del Guercino. De même, Tancredo di Francesco, marchand florentin résidant à Avignon, a pour correspondants à Florence en 1357 à la fois Carlo Strozzi, Guido Monaldi et Neri Guarini.

(1) Les statuts de cette entreprise, lors de son renouvellement du 26 octobre 1357, ont été retrouvés dans un registre du notaire Simone di ser Rascanno de Modène et publiés par Milanese (C.) sous le titre *Ordini della Scarsella de' Mercanti Fiorentini per la corrispondenza tra Firenze e Avignone*, dans la *Miscellanea fiorentina d'erudizione*, t. I (1886), p. 149-153.

« piccioli » par lettre. Tous les frais étaient répartis à chaque courrier entre les participants, qu'ils aient envoyé des lettres ou non ; il n'est pas question de la répartition des bénéfices qui devaient bien être envisagés, puisque l'on acceptait de transporter, moyennant une forte rétribution, les lettres du public. Et les compagnies participantes, jalouses de jouir de tous les avantages de leur entreprise, s'arrangeaient pour se réserver la primeur des nouvelles, si importante dans les affaires : les lettres qui leur étaient adressées leur étaient remises dès l'arrivée du courrier, tandis que celles qui étaient destinées à des tiers ne l'étaient que le lendemain, à moins que ce ne fussent des Génois ; de plus, à partir du mercredi, date du départ du courrier de Florence, aucun hôte ne pouvait, sur le chemin, recueillir des lettres pour ce courrier-là : il fallait attendre le suivant, de telle façon que les participants pussent devancer les concurrents qui, situés plus près d'Avignon auraient pu connaître des faits survenus, dans l'intervalle.

Fait symptomatique : toutes les principales compagnies de l'époque figurent parmi les participants de la Scarsella : les Strozzi, les deux compagnies des Alberti, les Rinuccini, les Palarcioni, les deux compagnies Ricci, les Alamanni, la compagnie de Vanni di ser Lotto ; aucune n'était donc suffisamment puissante pour avoir un service autonome. Et comme nous avons vu qu'Avignon était à peu près la seule place extérieure à la Péninsule avec laquelle elles étaient en relations suivies, il n'est pas étonnant que nous n'ayons connaissance d'aucune autre entreprise de ce genre avec un autre centre.

Aucune de ces petites compagnies n'a jamais fait l'objet d'une étude particulière, si brève fût-elle, et leur médiocrité ne le mérite absolument pas ; aussi, après en avoir esquissé la description d'ensemble, me limiterai-je pour souligner par un cas concret, la détresse de l'époque, à décrire l'une d'entre elles, héritière du prestige et du nom des Bardi, dont la mesquinerie fait parfaitement ressortir le contraste entre les deux périodes : la compagnie des Bardi della Corona.

Les Bardi della Corona

La compagnie des Bardi della Corona n'a jamais été mentionnée dans aucun ouvrage d'érudition et il ne semble demeurer d'elle aucun document d'archives ; elle apparaît dans les comptes de la Chambre Apostolique, où elle tient une place assez importante, entre 1346 et 1352. Elle est, comme la compagnie dont Filippo di Lapo di messer Iacopo Bardi prend la direction à Londres en 1346 (1) un rejeton qui jaillit de la souche encore

(1) Saporì, *La crisi...*, p. 86, 88, 89. Cette compagnie, dont le centre est en Angleterre, ne semble avoir aucun rapport avec les Bardi della Corona. En 1357, elle se réorganise et devient considérable, du fait d'un accord intervenu entre Filippo di Lapo, son chef, les représentants de Ridolfo et de ser Doffo de' Bardi et Gherardo Buoninsegna, ancien associé

vigoureuse du géant abattu par la tourmente au début de 1346. Nous ignorons le chiffre de son capital social ; nous ignorons même sa raison sociale précise, les fonctionnaires de la Chambre Apostolique la désignant tantôt sous le nom de « Bardi novi », tantôt sous celui de « *societas Bardorum de Corona* ». Nous lui connaissons 11 associés, la plupart membres de la famille des Bardi et plus précisément de la branche de messer Vieri di ser Lapo Bardi, et 4 facteurs seulement (1). Le faible développement de ses affaires en extension et en volume est manifesté par le fait qu'elle n'avait que 5 succursales : Avignon, Naples, Pérouse, Venise et un lieu indéterminé d'Orient (2), si bien que son rayon d'action ne s'étendait guère hors d'Italie, et par le montant maximum des sommes dont elle exécutait le transfert pour le compte de la Chambre : 5.000 florins (3).

Si l'on se rappelle que les Bardi avant 1346 avaient au moins 20 succursales et faisaient communément des transferts de 20 à 30.000 florins, on mesure la déchéance économique de Florence dans les années 1345-1360.

Pendant ces quinze mornes années, l'économie florentine néanmoins se reconstitue peu à peu ; et à partir de 1360 reparaissent des organismes puissants dont certains comme les compagnies des Alberti parviendront à égaler, sinon à dépasser les grandes compagnies disparues.

Les Alberti

Le groupe des compagnies des Alberti domine toute la seconde moitié du *xiv^e* siècle ; il fait même la liaison avec la première puisque la compagnie mère existait déjà dans les toutes premières années du siècle. Il comprend 3 compagnies au sens large : cette compagnie-mère, celle des Alberti tout court, qui, par renouvellements successifs, a duré jusqu'en 1346, et 2 compagnies auxquelles elles donne naissance à cette date, dont chacune a pour âme une branche de la famille : les Alberti Antichi et les Alberti Nuovi qui durent encore en 1378 (4).

de la compagnie en faillite. Sa puissance a toujours l'Angleterre pour centre (cf. A. Beardwood, *Alien merchants in England, 1350 to 1377. Their legal and economic position*. Cambridge, Mass. 1931, p. 4-10 et *passim*) ; Gualtiero di Filippo qui la dirige à la fin du siècle conclut avec Richard II, en 1391-92, un accord qui règle la créance du roi envers les Bardi, créance ouverte depuis la faillite de la grande compagnie Bardi. Noter que le marasme des Bardi d'Angleterre a duré jusqu'aux environs de 1360 ; peut-être alors ont-ils englobé les Bardi della Corona.

(1) Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 67.

(2) Id., *ibid.*, p. 68.

(3) Cf. Schäfer II, *passim*.

(4) Malgré la durée d'existence du groupe des compagnies Alberti qui couvrent tout le *xiv^e* siècle, et malgré la prépondérance politique et économique de la branche de leur famille qui constitue dans la deuxième moitié du siècle la compagnie des Alberti antichi, préfigure des Médicis, les Alberti, n'ont encore fait l'objet d'aucune étude : Meltzing même les a omis, sans qu'on puisse s'expliquer une lacune aussi grave dans un ouvrage consacré

a) Les Alberti

L'origine de la compagnie unique des Alberti qui subsiste jusqu'en 1346 ne semble pas antérieure aux toutes premières années du ^{xiv}^e siècle : d'une part, en effet, on n'en trouve pas mention au ^{xiii}^e siècle (1) ; d'autre part le premier des livres de comptes des Alberti qui soient parvenus jusqu'à nous s'ouvre par la constitution d'une compagnie, le 20 septembre 1304 (2) : il y aurait tout lieu de considérer cette date comme celle de l'apparition des Alberti dans le grand commerce florentin, si la mention d'une créance irrécouvrable remontant à 1301 (3) ne portait à conclure que leur compagnie existait déjà à cette date. En tout cas, du 20 septembre 1304 au 1^{er} février 1346, la compagnie des Alberti au sens large se renouvelle sans aucune solution de continuité (4), par la constitution de compagnies successives au sens étroit dont la durée ordinaire est de deux ans : de 1304 à 1329, elle a pour raison sociale « Compagnia d'Alberto del Giudice e compagni », de 1329 à 1342 « Compagnia d'Angnolo degli Alberti e compagni » et enfin, de 1342 à 1346 « Compagnia di Iacopo e Caroccio degli Alberti e compagni » (5).

Le personnel de ces compagnies est restreint : tous les associés sont membres de la famille Alberti del Giudice : ils ne sont que 3 dans les premières compagnies, les trois frères Alberto, Lapo et Neri, fils de

aux précurseurs des Médicis autrement que par le fait que Davidsohn, sur les publications duquel tout l'ouvrage est fondé, a arrêté ses recherches aux environs de 1345. Et cependant les Alberti sont une des rares compagnies dont subsiste une fraction des archives : les 5 livres de comptes conservés à la Biblioteca Nazionale Centrale de Florence (Nuovi Acquisti n^{os} 235 à 239). A. Saponi doit en entreprendre l'étude et la publication.

(1) Il n'y a dans Davidsohn, *Geschichte*..., aucune trace de l'existence de la compagnie Alberti au ^{xiii}^e siècle.

(2) B. N. C. Florence. N. A. 235, f^{os} 1 et 49.

(3) *Ibid.* N. A. 238, f^o 2. En fait, le registre N. A. 235, le plus ancien, est le livre propre d'Alberto di Jacopo qui fut directeur de la compagnie de 1304 à 1329 : il s'étend entre ces dates sans rien laisser transparaître de ce qui existait auparavant.

(4) Voici les dates du renouvellement des compagnies que nous donnent ces livres de comptes : 20 septembre 1304, 1^{er} janvier 1307, 1^{er} janvier 1308, 1^{er} janvier 1310, 1^{er} juin 1315, 1^{er} juin 1317, 1^{er} juillet 1319, 1^{er} juillet 1321, 1^{er} janvier 1323, 15 août 1325, 1^{er} novembre 1327, 1^{er} novembre 1329, 1^{er} novembre 1331, 1^{er} novembre 1332. De 1332 à 1342, nous ignorons les dates de renouvellement. Somme toute, les compagnies, chez les Alberti duraient ordinairement deux ans ; mais cette durée n'était pas fixe : certaines compagnies n'ont vécu qu'un an, d'autres ont subsisté cinq ans et demi.

(5) La famille Alberti qui nous occupe ici portait le patronyme « Alberti del Giudice » en souvenir de l'activité du premier de ses représentants à Florence. Elle était établie dans le sestier de S. Pier Scheraggio. Il existait à Florence d'autres Alberti : c'est à eux que se rattachent la « Compagnia d'Andrea di Guido degli Alberti e compagni » citée dans les livres des Peruzzi à la date de 1328-29 (éd. Saponi, Index) et la « Compagnia di Barna di Luca degli Alberti » mentionnée en 1369 dans un texte cité par S. L. Peruzzi, *Storia del commercio*..., p. 219.

Iacopo (1) ; et leurs fils les remplacent au fur et à mesure qu'ils grandissent ; si bien que les dernières compagnies, à partir de 1319, comptent 9 associés parmi lesquels Iacopo, Neruccio et Francesco d'Alberto, Caroccio, Duccio et Alberto di Lapo, Angnolo et Francesco di Neri (2). Les aînés de ces trois branches jouent un rôle prépondérant, comme l'avait fait Alberto à la génération précédente : Angnolo di Neri est directeur de 1331 à 1342, Iacopo d'Alberto et Caroccio di Lapo le sont conjointement de 1342 à 1346. A côté de ces associés, les facteurs ne sont pas très nombreux : il y en avait 15 au total dans la société de 1304 à 1307, 13 de 1307 à 1308, 19 de 1308 à 1310 (3) ; par la suite leur nombre a sans doute augmenté, mais les lacunes des livres ne permettent aucune précision : ils en indiquent 17 pour l'année 1329, mais c'est un chiffre minimum qui provient de recouplements, et non d'une liste complète (4).

Le capital social est également modeste : 25.000 livres a fiorino (17.275 florins) de 1323 à 1329 (5) pour les trois compagnies pour lesquelles nous en avons le chiffre. La comparaison avec les 149.000 livres de capital social des Bardi et les 90.000 livres des Peruzzi à la même époque, fait ressortir la médiocrité des Alberti parmi les compagnies florentines contemporaines : cette situation modeste s'explique d'ailleurs par le fait que les Alberti ne travaillaient qu'avec les capitaux des seuls membres de la famille, tandis que les grandes compagnies comprenaient parmi leurs associés des membres de plusieurs familles.

Les affaires des Alberti reflétaient la modestie des chiffres du personnel et des capitaux ; mais, comme celle des Bonaccorsi, leur compagnie se développe au cours de ces quarante-cinq années ; jusqu'en 1330 environ, son activité est purement commerciale et uniquement limitée au commerce des draps franco-flamands que les Alberti achetaient sur place ou aux foires de Champagne et revendaient soit tels quels, soit affinés, en Italie ou en Orient (6). Aussi ont-ils dès 1306 des succursales à Bruges-Anvers (7),

(1) Florence B. N. C., N. A. 235, f° 52.

(2) Florence B. N. C., N. A. 235, f° 101. Cf. *infra*, Appendice I.

(3) Les listes complètes du personnel rémunéré ne sont dressées que pour les trois premières compagnies. Florence B. N. C., N. A. 235, f°s 52, 55, 59.

(4) Nous connaissons au total 49 facteurs différents des Alberti de 1330 à 1345, d'après les livres des Alberti et les documents pontificaux. Cf. Renouard, *Le compagnie commerciali* p. 55-58.

(5) Florence B. N. C., N. A. 235, f°s 79, 82 et 101.

(6) Les inventaires dressés à la dissolution des compagnies ne mentionnent jamais comme marchandises que des draps et étoffes de France et de Flandre, spécialement de Douai, Gand, Louvain et Bruxelles (N. A. 235, f° 99). De 1304 à 1329, toutes les compagnies Alberti ont réalisé des bénéfices, sauf celle de 1317-1319 qui fut liquidée en perte. De 1323 à 1329, les associés reçurent un dividende annuel moyen de 12,63 % pour leur part de capital (calculs faits d'après les données de N. A. 235).

(7) Florence B. N. C., N. A. 235, f° 32 ; Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 345 et 347.

à Milan (1), à Naples (2) et à Constantinople (3) auxquelles il s'en ajoute aux environs de 1315 ou même plus tôt à Gênes (4), à Venise (5) et à Aquilée (6).

Davidsohn ne les connaît que comme commerçants et fabricants de draps et accole toujours au nom de la compagnie le terme « Tuchhaus » sans paraître soupçonner que le développement même de leur commerce devait inéluctablement les conduire et les conduisit en effet à la banque.

En 1329 apparaît une succursale des Alberti à Avignon (7), auprès de laquelle la Curie se fournissait de draps et d'objets divers ; en 1335 au moins, sans doute avant, en apparaît une autre à Londres (8) ; il était nécessaire qu'une maison de draps fût représentée sur le marché des laines. Mais dès lors entre ces deux pôles l'étincelle devait jaillir : les Alberti pour régler leurs achats de laines sans envoyer d'espèces à Londres demandent à la Chambre de transférer les fonds apostoliques d'Angleterre à Avignon. Et, à partir de 1335, les Alberti participent à ces transferts avec les Bardi, les Peruzzi, les Acciaiuoli et les Bonaccorsi (9). Ils font désormais de la banque ; mais ils n'en font que sur une petite échelle, pour les besoins même de leur commerce, sans songer à faire des prêts aux princes. Et c'est cette médiocrité même qui leur a permis d'échapper au désastre de 1342-1346.

Ne constituant qu'une petite compagnie presque exclusivement adonnée au commerce des draps, ils n'avaient sans doute que fort peu de dépôts à vue ; n'ayant pas avancé d'argent aux princes insolvables, ils avaient assez de liquidité pour pouvoir faire face à leurs engagements ; la chute des Peruzzi, des Acciaiuoli et des Bardi avec lesquels ils étaient en relations d'affaires (10) les troubla sans les abattre. Je ne sais si l'on doit mettre sur le compte de la crise ou sur celui de dissensions entre les chefs des deux branches aînées de la famille la scission en février-mars 1346 en deux compagnies distinctes groupant, chacune sous un des deux co-directeurs de la dernière compagnie unique, l'une les descendants d'Alberto, l'autre ceux de Lapo. Peut-être la crise a-t-elle rendues plus aiguës les

(1) Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 2, p. 465.

(2) Id., *ibid.*, p. 425.

(3) Id., *ibid.*, p. 404.

(4) Id., *ibid.*, p. 442.

(5) Id., *ibid.*, p. 455.

(6) Id., *ibid.*, p. 459.

(7) Florence B. N. C., N. A. 235, f^{os} 150, 151, 152.

(8) Coll. 227, f^o 131.

(9) Göller (E.), II, p. 205.

(10) Lors de leur faillite, les Peruzzi restaient débiteurs de 3.636 livres « a fiorino », les Bardi de 2.026 liv. 4 s. « a fiorino » envers les Alberti. Florence B. N. C., N. A. 238, f^{os} 9 et 11).

difficultés intestines. En tout cas, les Alberti la résolaient heureusement, puisqu'au moment où les plus grandes familles mercantiles de Florence étaient acculées à la ruine, ils se trouvaient posséder deux compagnies au lieu d'une, devant lesquelles s'ouvraient de brillantes perspectives.

b) Les Alberti antichi

Les Alberti antichi sont celle de ces deux compagnies qui groupe les membres de la branche aînée issue d'Alberto. Je leur donne ce nom d'Alberti antichi à l'instar de la Chambre Apostolique qui, ayant comme nous à distinguer de la précédente et l'une de l'autre ces deux compagnies, prit l'habitude de les désigner d'un nom simple qui devait être d'usage courant, « Alberti antiqui » et « Alberti novi », traduction d'« antichi » et « nuovi ». Je ne saurais dire avec certitude pourquoi c'est à la compagnie de la branche aînée que fut donné ce nom d'antichi, puisque, en fait, elle était aussi nouvelle que l'autre ; ce nom correspond sans doute à l'idée que la branche aînée continue réellement l'ancienne compagnie des Alberti d'avec laquelle la branche cadette aurait fait sécession : le départ de Caroccio à la date du 1^{er} février 1346 (1) qui entraîne la dissolution de l'ancienne compagnie le 1^{er} mars (2) semble accréditer cette manière de voir.

Quoiqu'il en soit, les Alberti antichi étaient destinés à une plus brillante fortune que leurs cousins : après un premier essor qui dut culminer en 1350-1 (3), suivi d'une assez grave dépression (4), ils se relevèrent à partir de 1359 pour devenir la plus brillante compagnie florentine de la deuxième moitié du xiv^e siècle ; ils atteignirent sans doute, entre 1370 et 1375, une grandeur supérieure à celle qu'avaient connue les Bardi dans la première moitié du siècle. Malheureusement, aucun des livres de comptes conservés à la Bibliothèque Nationale de Florence ne concerne les Alberti antichi et nous manquons absolument de chiffres pour évaluer précisément cette puissance que nous devinons par des signes : le chiffre considérable d'affaires que fit la compagnie avec le Saint-Siège (5), la richesse inouïe — 340.000 florins — d'un de ses chefs, Niccolò di Iacopo, dont les funérailles, qui coûtèrent 3.000 florins, furent les plus magnifiques de tout le siècle à Florence (6) ; et la prépondérance d'un autre de ses chefs, Bene-

(1) N. A. 237, f^o 25.

(2) N. A. 237, f^o 21.

(3) Cf. Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, P. II, chap. II, p. 240 et sq.

(4) Id., *ibid.*, p. 247 et sq.

(5) Cf. Schäfer II, *passim*.

(6) D'après le Diario de Monaldi à la date du 8 août 1377. Cf. Passerini, *Gli Alberti...*, I, p. 75-79 ; Davidsohn, *Geschichte...*, IV, 3, p. 374. Marchionne di Coppo Stefani, *Cronaca fiorentina*, rub. 777, p. 309 de l'édition Rodolico, dans *Rerum Italicarum Scriptores*, n'estime cette fortune qu'à 300.000 florins.

dotto di Nerozzo, qui domina la cité en fait, de 1375 à 1380, jusqu'à la réaction des Albizzi (1).

La perte de leurs archives nous empêche même de connaître les raisons sociales successives des Alberti antichi : nous savons par des recoupements fortuits que la première compagnie fondée le 1^{er} mars 1346 s'intitulait « Compagnia di Iacopo d'Alberto degli Alberti e compagni » (2) ; qu'en 1357 le titre était « Compagnia di Bernardo di Nerozzo degli Alberti e compagni » (3) et que, de 1369 au moins à juillet 1372, il était devenu « Compagnia di Niccolò di Jacopo e Benedetto di Nerozzo degli Alberti e compagni » (4). A partir de juillet 1372, les documents pontificaux incitent à penser qu'une scission s'était produite au sein des Alberti antichi et qu'il existait simultanément une compagnie de Niccolò di Jacopo et une compagnie de Benedetto di Nerozzo auquel aurait succédé en 1375 Nerozzo di Bernardo : en effet, ces deux compagnies-filles avaient des représentants distincts à Avignon : Iacopo di Vanni et Piero di Bartolo pour la compagnie de Niccolò di Jacopo, Tommaso di Mone, Matteo di Luca et Filippo degli Marsigli pour la compagnie de Benedetto di Nerozzo (5) ; dans toutes les conventions passées entre la Chambre et ces représentants à Avignon pour le transfert des fonds apostoliques, le personnel des principales succursales des Alberti était également bien réparti dans les textes entre deux observances distinctes (6), et lorsque la Chambre encaissait ces fonds, les documents où était consigné le versement spécifiaient toujours que chacune des deux compagnies-filles avait versé la moitié de la somme totale (7).

(1) Passerini, *Gli Alberti...*, I, p. 41 et suiv.

(2) Florence B. N. C., N. A. 236, f^o 13.

(3) Dans la liste des compagnies participant à la Scarsella : Milanese, *Ordini...*, p. 152.

(4) Liste des compagnies mercantiles florentines en 1369, publiée par S. L. Peruzzi, *Storia del commercio...*, p. 219.

(5) Cette distinction ressort, par exemple, dans les lettres de Grégoire XI, en date du 17 décembre 1372, par lesquelles le Pape prescrit et donne pouvoir aux Alberti antichi de recevoir à Bruges les revenus pontificaux recueillis jusqu'au 1^{er} mai 1373 par les nonces et collecteurs en Allemagne et d'en transférer le montant à la Chambre. Le texte précise qu'en vertu du contrat conclu à Avignon entre la Chambre et les représentants des Alberti antichi auprès de la Curie, Jacopo di Vanni pour Niccolò di Jacopo et Tommaso di Mone pour Benedetto di Nerozzo e compagni, les fonds devront être remis à Bruges à Niccolò di Luca, facteur et procureur de Niccolò di Jacopo et à Ranieri di Domenico, Bernardo di Niccolò, Talento di Andrea Bucelli et Matteo di Giovanni Doni, facteurs et procureurs de Benedetto di Nerozzo e compagni (R. V. 264, f^o 199). Les événements m'ont empêché de me procurer la copie du texte que j'avais l'intention de publier ici intégralement.

(6) *Ibid.*

(7) Témoin l'article suivant des recettes de Grégoire XI : à la suite de la remise, le 29 août 1372, à Venise, par le collecteur en Italie du Nord à « Jacobus Jacobi de Corsinis et Bartholomeus Thomacii, cives florentini, habitatores Veneciarum, tamquam procuratores domini N. Jacobi et B. Nerocii et eorum societatis (?) » de 8.000 ducats pour les faire parvenir à la Chambre, celle-ci a reçu :

1^o Le 16 septembre, de Jacopo di Vanni de Florence, au nom de la société de « N. Jacobi

Néanmoins il ressort de la plupart des textes qu'en dehors d'Avignon cette distinction demeurait théorique, que tous les facteurs des autres succursales agissaient indistinctement pour les deux sociétés supposées et qu'en aucun cas la dualité ne s'était manifestée par le dédoublement des locaux qui en aurait été la base matérielle nécessaire (1). Si bien que, en l'absence de documents émanant de la compagnie elle-même, nous ne pouvons rien affirmer au sujet de ce dédoublement des Alberti antichi après 1372, sinon qu'il a été certainement voulu mais sans doute pas complètement réalisé en fait.

Peut-être même doit-on supposer que ces dissensions intérieures qui se manifestent ainsi ouvertement à partir de 1372, sans aboutir néanmoins à une scission complète de la compagnie, opposaient depuis plusieurs années déjà dans son sein les descendants de Iacopo d'Alberto et ceux de Nerozzo d'Alberto. Ce serait l'explication de la crise que traversèrent les Alberti antichi de 1368 à 1371. Cette crise ne nous est pas davantage connue par les archives de la compagnie, dont les fragments ne s'étendent pas jusqu'à cette date, mais par l'attitude de la Papauté à l'égard des Alberti antichi. Sa réalité est assurée par le fait que les Papes pendant ces trois années se méfient de la compagnie à laquelle dans les années précédentes Urbain V avait confié le monopole du transfert des fonds apostoliques et même l'administration de ses dépenses pendant son retour à Rome en 1367 : ils lui substituent la compagnie d'Andrea di Tici da Pistoia puis les Guardi ; mais ils ne l'abandonnent pas complètement, ce qui tendrait à prouver qu'il ne s'agit pas d'une crise financière comme celle qui a terrassé les Bardi, les Peruzzi et les Acciaiuoli, mais bien d'une crise interne de personnel qui affecte plus l'existence sociale que le crédit réel de la compagnie. D'ailleurs, dès la faillite des Guardi, à la fin de 1371, Grégoire XI revient à

de Florencia » 2.500 florins de la Chambre et de « Nerocius Alberti de Albertis antiquis » 2.500 florins de la Chambre ;

2° Le 30 septembre, de « Tommaso di Mone et Jacopo di Vanni » socii predict(orum) Nic(olai) et Ben(edicti) et eorum societatis (?) 2.920 florins de la Chambre. (I. E. 336, f^o 61 et 66).

(1) Si le texte précédent laisse sous-entendre que les deux compagnies bien distinctes auraient eu chacune un représentant à Venise, beaucoup d'articles des *Introitus et Exitus* de la Chambre Apostolique, où ce ne sont pas des ordres des organismes centraux qui sont contenus, comme dans les lettres des Papes, mais bien la relation de faits réels, sont conçus comme le suivant : Tommaso di Mone « socius Nerocii de Albertis antiquis et sociorum suorum » et Jacopo di Vanni « socius et factor dom(ini) Nicolai Jacobi militis de Albertis antiquis de Florencia et ejus societatis » ont versé chacun à la Chambre, le 31 août 1372, 638 flor. cam. 11 s. équivalant au total des 1.300 florins de Hongrie et de Bohême de poids fort que le collecteur Siger Van den Nieuwensteen avait remis à Malines, le 10 juillet, à Bartolomeo di Giovanni Sovaglini « socius et factor seu negociorum gestor mercatorum societatis Albertorum antiquorum de Florencia ibidem presens » (I. E. 336, f^o 58). Doit-on conclure à l'unité, qui existe à Malines, ou à la dualité, évidente à Avignon ?

l'emploi des Alberti antichi avant même que leur division en deux compagnies-filles n'apparaisse dans les comptes de la Chambre.

Aucun chiffre concernant le capital de la compagnie à un moment donné ne nous est parvenu ; c'est là une lacune regrettable. Pour le personnel nous sommes presque uniquement réduits aux données des documents pontificaux (1), où la distinction entre associés facteurs et correspondants est souvent incertaine ; ils nous donnent pour les trois catégories, entre 1345 et 1375, un chiffre total de 82 personnes (2) qui, affecté du même coefficient proportionnel que j'ai déterminé pour les Bardi et les Peruzzi (3), ferait supposer une société occupant au moins 400 personnes ; sa puissance serait, de ce point de vue, bien comparable à celle des Bardi dans la première moitié du siècle.

Elle s'en rapproche également pour l'extension des affaires. Les Archives Pontificales nous apprennent que les Alberti antichi eurent des succursales au moins à Avignon, Barcelone, Barletta, Bologne, Bruges, Gênes, Londres, Naples, Paris, Pérouse et Venise, qu'ils n'en avaient aucune au Portugal ni probablement en Orient et qu'au moment du séjour d'Urbain V en Italie ils entretenaient un représentant auprès de la Curie, qu'elle résidât à Rome, à Viterbe ou à Montefiascone (4). Les associés et les facteurs qui géraient ces succursales ne demeuraient pas de façon fixe dans les villes où celles-ci se trouvaient : ils se rendaient fréquemment dans les centres voisins : c'est ainsi que les représentants en Flandre-Brabant vont faire des opérations hors de Bruges, à Malines, Bruxelles, Cambrai, Liège, Cologne même, tandis que ceux qui appartenaient à la succursale de Paris se trouvaient souvent à Tours, Bourges ou Rouen (5.) Peut-être les Alberti antichi avaient-ils dans quelques-unes de ces villes des filiales fixes, nous ne pouvons le savoir avec certitude.

Du chiffre du personnel et du nombre des succursales résulte bien l'impression que les Alberti antichi avaient un rayon d'action à peu près mondial. Leurs affaires, que nous connaissons mal, comprenaient en premier lieu le commerce des draps (6), ensuite vraisemblablement celui de

(1) Passerini affirme sans preuve que les Alberti antichi avaient pour associés dans leurs compagnies des membres de la famille Ricci, alliée politique de Benedetto di Nerozzo. Il existait, par ailleurs, deux compagnies de Ricci. Cf. Milanese, *Ordini...*, p. 153 ; et S. L. Peruzzi, *Storia del commercio...*, p. 219.

(2) J'ai publié la liste de ces associés, facteurs et correspondants dans Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 54-58.

(3) Cf. *supra*, p. 20, n. 1.

(4) Renouard, *ibid.*, p. 54.

(5) *Id.*, *ibid.*, p. 54-58. Les représentants à Barcelone allaient parfois à Valence ; ceux de Pouille semblent avoir résidé aussi bien à Bari qu'à Barletta.

(6) C'est toujours à propos de draps que l'on rencontre leur nom dans les textes, et la plupart des fournitures qu'ils font à la Curie sont des fournitures de draps. Cf. Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, P. II, chap. V.

tous les autres objets principaux du trafic international. Et au commerce ils joignaient la banque sur une large échelle : j'ai analysé ailleurs les services qu'ils ont rendus au Saint-Siège (1) ; mais nous ignorons s'ils ont eu d'étroites relations financières avec les princes. En tout cas, si imparfaitement que nous entrevoyions leur activité, les Alberti antichi paraissent bien avoir joui à la fin du xiv^e siècle d'une puissance au moins égale à celle d'une des grandes compagnies d'avant 1346.

c) Les Alberti nuovi

Les Alberti nuovi n'atteignirent jamais un tel niveau. Ils comprenaient tous les membres de la branche issue de Lapo di Iacopo qui ont suivi le fils aîné de celui-ci, Caroccio, lorsqu'il eut quitté la compagnie-tronc le 1^{er} février 1346 (2). La nouvelle compagnie fut dirigée d'abord par Caroccio jusqu'au 25 mars 1348 « Compagnia di Caroccio degli Alberti e compagni » (3), puis par ses fils « Compagnia di Iacopo e Bartolomeo di Caroccio e compagni » de 1348 à 1350 (4) et « Compagnia di Bartolomeo di Caroccio degli Alberti » de 1350 à 1365 environ (5), enfin par ses neveux « Compagnia di Cipriano e Doffo degli Alberti e soci » à partir de 1364-65 jusqu'au moins 1369 (6). Peut-être à cette date la direction repasse-t-elle à la descendance directe de Caroccio avec une « Compagnia d'Angnolo di Bartolomeo e compagni » (7), mais nos données pour cette dernière période sont trop pauvres pour permettre des certitudes, tandis que, jusqu'en 1352, nous sommes renseignés par un livre de comptes (8).

Aussi connaissons-nous le capital social de la compagnie à son origine : 24.000 livres a fiorino, divisées en 6 parts dont 3 appartenaient à Caroccio et 1 à chacun de ses fils Iacopo, Bartolomeo et Tommaso (9). Ces quatre personnages sont les seuls associés pendant les premières années, car les fils de Duccio, frère de Caroccio et mort depuis 1336, étaient encore enfants : leurs fonds étaient simplement constitués en dépôt « fuori del corpo della

(1) Id., *ibid.*, P. II.

(2) Florence B. N. C., N. A. 237, f^o 25.

(3) *Ibid.* Caroccio était mort, en cours d'exercice, en 1347.

(4) Florence B. N. C., N. A. 238, f^o 11.

(5) Florence B. N. C., N. A. 237, f^o 73 (1350). A la fin de 1364, la raison sociale devait comprendre à la fois Bartolomeo di Caroccio et Cipriano di Duccio, car une lettre d'Urbain V à la compagnie, en date du 17 décembre 1364 est adressée à « dilectis filiis Bartholomeo et Cipriano de Albertis ac Jacobo Bauci, civibus florentinis » (R. V. 247. f^o 193) ; cette adresse laisserait également supposer que des non-Alberti comme Jacopo di Banco étaient alors au nombre des associés et imposaient peut-être même le nom de l'un d'eux dans la raison sociale.

(6) Elle figure sous ce titre dans la liste des compagnies florentines en 1369, publiée par S. L. Peruzzi, *Storia del commercio...*, p. 219.

(7) Florence B. N. C., N. A. 239, f^o 40.

(8) Le manuscrit N. A. 237 de la B. N. C. de Florence.

(9) Florence B. N. C., N. A. 237, f^o 25.

compagnia » (1). En outre, les deux premières compagnies occupaient la première 21 la deuxième 24 facteurs (2). Pour la période postérieure à 1352 pour laquelle les livres de comptes font défaut, les Archives Pontificales contiennent les noms de 13 associés présumés et de 16 facteurs et correspondants (3). Ces chiffres notoirement inférieurs à ceux qu'elles fournissent pour les Alberti antichi (4) tendraient déjà à montrer combien la compagnie de la branche cadette est moins puissante que celle de la branche aînée.

L'extension et le chiffre de ses affaires semblent le confirmer. Nous ne connaissons aux Alberti nuovi que 5 succursales au total : Avignon, Bartolotta, Bruges, Majorque et Naples (5). C'est peu, en comparaison de celles de leurs cousins. Leurs affaires, selon la tradition de la famille reposaient essentiellement sur le commerce de la laine et des draps dont ils transformaient une partie dans leurs ateliers florentins ; ils faisaient également trafic d'autres marchandises : l'inventaire de 1348 mentionne des quantités de grains et de fer entreposées dans leur magasin (6). Au commerce s'ajoutait naturellement la banque : nous ne savons pas si les Alberti nuovi faisaient des opérations financières avec les princes, mais nous connaissons leurs rapports avec la Chambre Apostolique : les transferts de fonds qu'ils effectuaient pour son compte sont bien moins considérables et bien moins nombreux que ceux qu'exécutèrent les Alberti antichi (7). La dernière mention que nous ayons des Alberti nuovi avant 1378 est un de ces transferts en 1375 (8).

A côté des Alberti, la reprise économique permet à un grand nombre de sociétés de se développer à Florence à partir de 1360 : il en est de puissantes ou qui sont destinées à un brillant avenir comme celles des Ricci (9), des Strozzi (10), des Albizzi (11) et des Médicis ; il en est de médiocres et de faibles ; mais le nombre total des compagnies, petites et grandes, qui se livrent au commerce extérieur ne laisse pas d'être considérable : en 1369, la liste officielle communiquée par Florence victorieuse à Pise qui doit leur

(1) Id., *ibid.*, f^{os} 30-32.

(2) Id., *ibid.*, f^{os} 32-34 et 39-42.

(3) J'en ai publié la liste dans Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 59-60.

(4) Cf. *supra*, p. 36.

(5) Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 59.

(6) Florence B. N. C., N. A. 237, f^o 36.

(7) Cf. Schäfer II, *passim*.

(8) I. E. 342, f^o 122.

(9) Il y a deux compagnies des Ricci, celle d'Ugucione de' Ricci et celle à la tête de laquelle se trouvent Guinozzo de' Ricci et Bartolo Simonetti.

(10) Il y a deux compagnies des Strozzi, celle de messer Pazzino degli Strozzi et celle de Carlo degli Strozzi.

(11) Il y a trois compagnies des Albizzi, celle de Lando di Antonio, celle de Francesco di Antonio et celle d'Alessandro et Bartolomeo di Niccolò.

accorder des privilèges, en comprend 108 (1) ; et il ne semble pas qu'elle soit absolument complète (2).

Mais cette nouvelle période d'essor économique ne ressemble pas en tous points à celle d'avant 1342 : tandis que celle-ci était caractérisée par la solidarité et l'entente des principales compagnies, la concurrence est de règle après 1360 ; le même esprit qui marque la vie politique où Ricci et Albizzi, puis Alberti et Albizzi s'affrontent impitoyablement, domine la vie économique ; les familles qui se disputent le gouvernement de la cité luttent sans merci sur les marchés extérieurs et leurs compagnies rivales s'arrachent les meilleurs clients. Les rapports avec le Saint-Siège sont caractéristiques à cet égard : tandis qu'avant 1345, Bardi, Acciaiuoli, Peruzzi et Bonaccorsi participaient pour un quart chacun à toutes les opérations demandées par la Chambre Apostolique, les Alberti et plus particulièrement les Alberti antichi en ont pratiquement le monopole après 1360 ; les Albizzi ne sont pas nommés dans les comptes pontificaux, les Strozzi le sont épisodiquement ; les seules compagnies florentines qu'elle emploie en dehors des Alberti sont, d'une façon très faible, les Soderini, et pendant un épisode qui souligne précisément l'âpreté de cette concurrence, les Guardi.

Les Guardi

La compagnie des Guardi était vraisemblablement une compagnie de médiocre importance (3). Nous la rencontrons entre 1345 et 1350 avec la raison sociale « Compagnia di Niccolò e Martino Guardi e compagni » (4), de 1364 à 1370 avec celle de « Compagnia di Simone Guardi e compagni » (5). Nous lui connaissons 9 associés, tous de la famille des Guardi, 14 facteurs et 8 correspondants (6) ; mais nous n'avons aucun renseignement sur le chiffre de son capital social. Elle avait des succursales au moins à Avignon et à Pérouse, et des correspondants, sinon des succursales, en Flandre et Brabant, à Gênes, à Londres, à Naples et à Venise (7).

Cette compagnie qui exécutait, de façon intermittente et pour des sommes assez faibles (4.000 florins au maximum), des opérations pour la Chambre Apostolique depuis 1345 (8), passe tout à coup au premier plan

(1) Elle a été publiée par S. L. Peruzzi, *Storia del commercio...*, p. 219-22. Les compagnies énumérées aux notes précédentes y figurent.

(2) En effet, les Soderini n'y figurent pas.

(3) La compagnie des Guardi, complètement ignorée jusqu'ici, n'a jamais donné lieu à la moindre étude.

(4) I. E. 216, f° 69.

(5) Liste de 1369 publiée par S. L. Peruzzi, *ut supra*.

(6) J'en ai publié la liste dans Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 167-169.

(7) Id., *ibid.*, p. 167.

(8) Cf. Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, P. II, chap. II, III.

de la vie financière de la Papauté. En 1368, pendant que la Curie séjourne en Italie, des bruits peu rassurants courent sur le compte des Alberti antichi qui avaient alors le quasi-monopole du transfert des fonds apostoliques. La Chambre s'alarme aussitôt : elle ordonne à tous les collecteurs de ne plus confier désormais les fonds de l'Église aux Alberti antichi ; puis, après un moment d'hésitation, elle passe une convention avec les Guardi aux termes de laquelle ils sont chargés du transfert des revenus de presque toute la Chrétienté. Les Guardi se trouvent ainsi brusquement investis du monopole dont jouissaient les Alberti. Or, les Alberti antichi ne firent nullement faillite, tandis que les Guardi, malgré l'usage des fonds apostoliques, se trouvèrent bientôt, à leur tour, en mauvaise posture : la Chambre se hâte de rendre le monopole du transfert de ses fonds aux Alberti antichi, en deux étapes, et les Guardi font faillite, en novembre 1371 (1) vraisemblablement. Ils laissent un passif de 127.000 florins (2).

Il est bien dommage que, seule, la source indirecte que constituent en la matière les Archives Vaticanes nous renseigne sur ce curieux épisode dans lequel se manifeste crûment l'esprit de concurrence et de rivalité prédominant dans le grand commerce florentin après 1360. Il est évident, en effet, que les bruits lancés contre les Alberti antichi, s'ils reposaient sur des dissensions personnelles, étaient sans fondement économique, puisque le retrait brutal du transfert des fonds apostoliques qui aurait pu suffire en lui-même à les abattre, étant donné l'ampleur des sommes et le fait qu'ils pouvaient logiquement en prévoir le passage entre leurs mains, ne les a même pas ébranlés. C'est une preuve incomparable de la puissance de cette compagnie. Or ces bruits étaient vraisemblablement lancés ou amplifiés par des gens intéressés à une rupture de la Chambre et des Alberti antichi, c'est-à-dire par les Guardi qui recueillirent leur succession après un an de flottement. Nous ne savons pas s'ils avaient fait à la Chambre pour obtenir le monopole de ses transferts des conditions avantageuses ; mais il est évident que les circonstances étaient favorables à une compagnie moyenne comme la leur : le séjour de la Curie en Italie centrale, à faible distance de Florence où elles disposaient de fonds en contre-partie, mettait les compagnies de second ordre en situation de la servir ; lorsqu'elle rési-

(1) Ils reçoivent encore le 3 novembre des fonds à Londres (I. E. 340, f° 11) et le 27 décembre la procédure faillimentaire est déjà engagée depuis un certain temps (R. V. 263, f° 145). Les faits la concernant sont relatés dans une lettre du nonce en Toscane reçue par Grégoire XI au plus tard le 27 décembre, date de la lettre de ce pape par laquelle nous connaissons l'événement ; la lettre du nonce était donc partie de Florence le 21 décembre au plus tard : la faillite des Guardi est donc antérieure à cette date. Un passage de la *Cronaca fiorentina* de Marchionne di Coppo Stefani qui la cite accidentellement (rubrica 730, p. 279 de l'éd. Rodolico, dans *Rerum Italicarum Scriptores*) confirme qu'elle se produisit avant le 1^{er} janvier 1372 (n. s.).

(2) Marchionne di Coppo Stefani, *ibid.*, rub. 727, p. 278.

dait à Avignon, au contraire, seules, les grandes compagnies qui pouvaient s'y procurer des fonds en quantité suffisante, malgré l'éloignement de leur siège, par le fait du développement de leurs affaires, pouvaient prétendre au monopole des transferts. Reste à percer le mobile de cette manœuvre ; il paraît clair : les Guardi, en difficulté, avaient besoin de liquidité pour éviter la faillite : ils pensèrent, tout naturellement à obtenir le maniement des fonds du client exceptionnel que constituait la Papauté. Si le contrôle et l'usage de la totalité des fonds apostoliques en 1369-70 ne les sauva pas de la ruine, il y a à cela plusieurs raisons : tout d'abord, une compagnie moyenne comme l'était celle des Guardi, ne pouvait improviser, en quelques mois, un nouveau système d'affaires s'étendant à la moitié de l'Europe, sans lequel le transfert des revenus pontificaux était une charge et non un avantage, quand elle n'avait aucune succursale sur les places les plus importantes hors d'Italie. D'autre part, tout le calcul des Guardi reposait sur la résidence stable de la Papauté à proximité de Florence en un lieu où ils pouvaient aisément lui faire parvenir des fonds de la caisse du siège central : le retour à Avignon fut pour eux un coup terrible car ils n'y possédaient pas de sommes suffisantes en contre-partie et n'y pouvaient s'en procurer sans frais.

Enfin, les Alberti antichi ont sans doute cherché à reconquérir le monopole perdu et ils avaient la partie belle pour abattre un rival déjà périlissant qui se trouvait imiter la grenouille de la fable. La Chambre en retirant le transfert de ses fonds aux Guardi en difficulté hâta la faillite qu'ils avaient cru éviter en la servant.

Les Soderini

La compagnie des Soderini est un autre type de compagnie d'importance moyenne de la deuxième moitié du xiv^e siècle (1). Les membres de la famille Soderini qui avaient fait partie, comme associés, de la dernière compagnie des Peruzzi, fondèrent après la faillite de celle-ci une compagnie dont ils étaient les chefs et que nous connaissons de 1354 à 1375 ; sans doute exista-t-elle avant et après chacune de ces deux dates. Elle s'intitulait « Compagnia di Niccolò Soderini e compagni » en janvier 1355 (2), « Compagnia di Andrea Soderini e compagni » en 1365-67 (3), « Compagnia di Francesco di Gieri Soderini » en novembre 1367-novembre 1369 (4),

(1) La compagnie des Soderini n'a encore fait l'objet d'aucune étude.

(2) I. E. 268, f^o 6.

(3) R. V. 247, f^o 259.

(4) Coll. 388, f^o 167 et Coll. 5, f^o 147. Néanmoins, la compagnie des Soderini ne figure pas dans la liste des 108 compagnies florentines de 1369, publiée par S. L. Peruzzi, *Storia del commercio...*, p. 219-222. Cette omission semble difficile à expliquer autrement que par une omission matérielle.

« Compagnia di Tommaso Soderini » en février 1375 (1). Nous lui connaissons 12 associés, 16 facteurs et correspondants (2) et 6 succursales à Avignon, Bruges, Montpellier, Naples, Paris et Pérouse (3). Pour autant qu'on en puisse juger par ses rapports avec le Saint-Siège, sa puissance semble équivalente à celle des Alberti Nuovi ; et le nombre et la localisation de ses succursales la placent bien au-dessous des Guardi dont la grandeur ne fut qu'épisodique.

(1) Coll. 375, f° 37.

(2) Liste dans Renouard, *Le compagnie commerciali...*, p. 176-178.

(3) Id., *ibid.*, p. 176.

COMPAGNIES ITALIENNES NON FLORENTINES

La crise de 1342-45, en ruinant les principales compagnies florentines, a facilité les affaires d'un certain nombre de sociétés qui appartenaient à d'autres cités. C'est à partir de cette date, et surtout jusqu'en 1362, que les Papes se sont adressés à des compagnies non florentines.

Les Malabayla, d'Asti

Au premier rang de ces compagnies figurent les Malabayla, d'Asti. La famille Malabayla était de très ancienne noblesse : elle avait possédé, entre autres, les fiefs d'Antignano, de Castellinaldo et partie de Monale ; plusieurs de ses membres avaient joué des rôles politiques de premier plan dès le ^{xii}e siècle ; au ^{xiii}e siècle, elle avait adhéré au parti guelfe (1). Dans le second tiers du ^{xiv}e siècle, une de ses branches, celle de Francesco Malabayla et de ses descendants constituait une des plus puissantes, sinon la plus puissante société commerciale d'Asti.

En effet, à la différence de la plupart de leurs compatriotes qui, dans le cadre familial également, se livraient essentiellement au commerce de l'argent et multipliaient leurs « casane » dans les bourgades des pays de la Saône et du Rhône (2), les Malabayla faisaient le grand commerce des marchandises avec les places lointaines. Tandis qu'on ne les rencontre qu'une seule fois parmi les prêteurs du duc de Bourgogne, et qu'on ne leur connaît, et à cette occasion précisément, qu'une seule « casana » à Cuisery, en 1327 (3), ils possédaient au moins, dans la décade suivante, des succursales dans les pays méditerranéens, à Avignon, Nîmes et Montpellier, et dans les pays du Nord, à Bruges, puis à Londres. Or, si leurs compatriotes pullulaient en Bourgogne (4) et à Avignon (5), les plus importants d'entre

(1) Sur la famille Malabayla, cf. Grassi, *Storia d'Asti*, t. II, p. 221 et suiv. et surtout Sella (Quintinius), *Codex Astensis qui de Malabayla communiter nuncupatur*. Roma, 1887, 3 vol.

(2) Cf. Gauthier, *Les Lombards dans les Deux Bourgognes*. Paris, 1907 (fasc. 156 de la Bibliothèque de l'École des Hautes-Études) ; les astesans ne semblent pas avoir essaimé jusqu'à Paris où Piton (C.), *Les Lombards en France et à Paris*. Paris. 1892-93, 2 vol., n'en rencontre pas.

(3) Gauthier, *op. cit.*, pièce justificative, n° 54, p. 178-9.

(4) Cf. id., *ibid.* Tables.

(5) Cf. Schäfer I, II, III. Tables.

eux, les Asiniers, les Isnards même, ne semblent pas avoir eu une activité commerciale à grand rayon : d'une part, en effet, le compte du péage de Saint-Jean de Losne, entre le 25 décembre 1340 et le 11 novembre 1341, ne mentionne qu'un seul marchand d'Asti parmi les 76 Lombards qui ont acquitté des droits pour les laines, chevaux, draps, épices, armes qu'ils conduisaient ou transportaient (1) ; d'autre part, à Bruges et en Flandre-Brabant, les Rotari sont les seuls astesans connus avec les Malabayla (2).

Malheureusement, faute de documents, nous ne connaissons exactement ni l'activité des Malabayla, ni ses modalités : de même que leur importance relative, qu'il faudrait pouvoir préciser par des chiffres, je ne puis que les conjecturer. La forme même de la société commerciale, comme la liste des associés, les dates de son renouvellement, le chiffre total de son personnel (3) nous échappent. De même, et c'est plus grave, la matière de leur trafic ne nous est guère connue ; l'essentiel en était l'achat de laines anglaises et de draps flamands et brabançons, de fourrures scandinaves et polonaises qu'ils revendaient dans les pays méditerranéens : l'existence de succursales à Londres et à Bruges, ainsi que la fourniture constante de draps des Pays-Bas et de fourrures à la Cour pontificale de 1342 à 1357 — et en quantités considérables jusqu'en 1347 où Clément VI cessa de donner le vêtement en nature aux curialistes (4) — le manifestent à l'évidence ; mais quelles marchandises vendaient-ils en échange dans les pays du Nord ? La mention de fournitures de perles et de pierres précieuses à la Curie, à deux reprises différentes (5), incline à penser qu'ils exportaient dans le Nord des épices et des objets précieux importés de l'Orient. Mais où les achetaient-ils ? Assurément pas en Orient même où nous ne les voyons jamais paraître. Sans doute pas non plus en Italie, à Venise ou à Gênes par exemple, comme le faisaient les marchands florentins, placentins ou milanais ; ils auraient été capables dans ces conditions, de transférer les revenus pontificaux d'Italie du Nord à Avignon, alors qu'ils durent y renoncer bien vite et on trouverait leur nom sur la liste du péage de Saint-Jean-de-Losne. En fait, la résidence des chefs de la société à Montpellier, à Nîmes (6), puis à Avignon semble prouver qu'ils se procuraient les mar-

(1) Gauthier, *op. cit.*, p. 102 et pièce justificative n° 74, p. 201-214.

(2) Bigwood, *Le régime juridique et économique du commerce de l'argent dans la Belgique du Moyen-Age*. Bruxelles, 1921 (Mémoires publiés par l'Académie royale de Belgique). Index.

(3) Je connais, entre 1342 et 1362, 6 associés et 17 facteurs de la compagnie Malabayla. Cf. *infra*. Appendice II.

(4) Voir à ce sujet Renouard (Y.), *Achats et paiements de draps flamands par les premiers Papes d'Avignon*, dans *Mélanges d'Archéologie et d'Histoire publiés par l'École française de Rome*, t. III (1935), p. 307-311.

(5) En 1345 et en 1347 (I. E. 216, f° 166 ; I. E. 250, f° 100 ; pub. Schäfer II, p. 280 et 372).

(6) Archives Nationales. JJ. 73, pièce 40.

chandises orientales dans les ports languedociens. Et tout semble se passer comme si le centre de leur activité n'était pas Asti, mais bien Avignon, à partir de 1342 tout au moins : c'est dans cette dernière ville que résident presque constamment les directeurs, pendant les vingt ans où les Malabayla ont servi la Chambre. Leur rayon d'action, tel que le définissent les transferts de communs services, était limité à l'Angleterre, au nord-est de la France — Paris exclus — aux pays rhénans ; ils n'ont transféré d'Italie du Nord à Avignon que 7 cens ou communs services en douze ans.

Nous savons simplement que les chefs furent successivement Francesco Malabayla, puis ses fils, Jacopo jusqu'en 1348, Guido et Antonio ensuite, que la société, après avoir connu sous la direction de ceux-ci dans les années 1342-1362 un développement considérable, sans doute disproportionné à ses capacités réelles, du fait de la clientèle des papes (1), fit faillite entre le 30 juin 1362 (2) et le 16 septembre 1363 (3) au plus tard (4).

Les Spifame, de Lucques

Les Spifame sont une famille lucquoise établie en France au début du ^{xiv}^e siècle, et destinée à y faire souche (5). A l'époque où nous les rencontrons, ils ne sont pas encore français, mais ils ne sont plus entièrement lucquois. Le siège central de la compagnie qu'ils constituent n'est pas à Lucques, mais en France : Barthélemy Spifame, son directeur, réside tantôt à Paris, tantôt à Avignon. Néanmoins, c'est parmi les Lucquois qu'ils recrutent presque exclusivement leur personnel.

Malheureusement, les données essentielles qui permettraient d'apprécier l'importance réelle de la compagnie manquent encore : on ne possède

(1) Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, P. II, chap. II et IX.

(2) Guido Malabayla verse, à cette date, à la Chambre 1.000 florins transférés d'Angleterre (I. E. 271, f° 159).

(3) Ugo Malabayla est qualifié dans une lettre d'Urbain V écrite à cette date, à propos de leur faillite, de « mercator tunc in romana curia residens, nunc latitans » (R. V. 245, f° 251).

(4) Il est peut-être possible de ramener au moins au printemps 1363 ce terminus *ante quem*, si l'on considère qu'en août 1363 deux anciens facteurs de la compagnie des Malabayla, Andrea « de Plana » et Guglielmo Damiani, transportaient pour leur propre compte des draps flamands à destination d'Avignon, avec un autre marchand italien résidant à la Curie, Ventura di Ventura. Ils furent arrêtés par un châtelain du comte de Savoie : Urbain V, qui manque à l'archevêque de Lyon de les faire délivrer, les considère comme parfaitement indépendants et les qualifie le premier d'Avignonnais, le second de Carpen-trassien (R. V. 245, f° 230 ; pub. Lecacheux, n° 558). La compagnie des Malabayla aurait donc été dissoute avant leur départ pour la Flandre, au début de l'été, à supposer — ce que je ne puis prouver — qu'ils l'aient servie jusqu'au bout.

(5) La compagnie des Spifame n'a encore fait l'objet, comme telle, d'aucune étude ; mais L. Mirot a rassemblé tout ce que l'on sait du principal de ses directeurs, Barthélemy Spifame, dans la plus récente de ses « Études Lucquoises » : *L'origine des Spifame. Barthélemy Spifame*, dans Bibliothèque de l'École des Chartes, t. XCIX (1938), p. 67-81.

aucun chiffre concernant son capital ; on ne lui connaît que 9 associés ou facteurs et 12 correspondants entre 1335 et 1377 (1). Sa puissance semble cependant avoir été considérable, à en juger par la variété de ses activités (marchandise, change, banque), l'importance de ses clients (papes, rois de France, ducs de Bourgogne), la richesse de son directeur, Barthélemy Spifame, et l'étendue de son rayon d'action : nous lui connaissons des succursales ou des représentants à Avignon, Bologne, Dijon, en Flandre, à Florence, en Lombardie, à Londres, à Montpellier, à Paris, à Pise, à Sienne, à Venise et auprès de la Curie, quand celle-ci réside en Italie de 1368 à 1370 (2), c'est-à-dire dans presque toute l'Europe occidentale. Mais c'est la France qui est le centre des affaires des Spifame, et spécialement la France du Nord, comme le prouve la liste des communs services qu'ils ont transférés à Avignon à partir de 1350 : il n'est pas une province ecclésiastique située au Nord de la Loire où ils n'aient reçu des fonds destinés à la Curie.

Les Guinigi, de Lucques

Si les Spifame sont des Lucquois déracinés, les Guinigi constituent, au contraire, l'élément stable par excellence du commerce de leur patrie, puisque leur famille devait lui donner, au début du xve siècle, le plus grand de ses seigneurs.

On ne sait pas grand chose, faute de livres de comptes, de leur compagnie, sinon qu'entre 1350 et 1378, elle avait des succursales ou des correspondants à Avignon, à Bruges, à Florence, à Londres, à Pise et à Venise, et qu'elle entretenait un représentant auprès de la Curie, pendant le séjour de celle-ci en Italie, en 1368-70. Je ne lui connais, pendant ce quart de siècle que 3 associés et 4 facteurs (3).

La compagnie pistoienne dont fait partie Andrea di Tici

Une série de sociétés successives, dirigées par des membres d'une ou de plusieurs familles différentes de Pistoia, apparaît de façon constante dans les livres de comptes de la Chambre Apostolique après la faillite des grandes

(1) A ceux qui sont connus par les documents pontificaux, et dont j'ai publié la liste dans Renouard, *Compagnies mercantiles lucquoises au service des Papes d'Avignon*, dans *Bollettino Storico Lucchese*, XI (1939), p. 43-47, il faut ajouter, parmi les facteurs, Ruperto dal Poggio et Simon Boucel, gendre de Barthélemy Spifame (Miro, *op. cit.*, p. 9-10) parmi les correspondants, à Dijon, les Milanais Antoine et Marc Gras, commerçants en laines (1369 et 1373) (Gauthier, *Les Lombards...*, p. 86 et pièce n° 122).

(2) Renouard, *Compagnies mercantiles lucquoises...*, p. 43.

(3) La compagnie des Guinigi n'a encore fait, elle non plus, l'objet d'aucune étude ; les données que j'indique ici proviennent de documents pontificaux. Je les ai publiés, avec plus de détails dans Renouard, *Compagnies mercantiles lucquoises...*, p. 47-49.

compagnies florentines. Malheureusement, ces sociétés n'ont laissé aucune trace dans les archives de Pistoia (1) ; elles ne sont connues que par leurs rapports avec le Saint-Siège qui laissent présumer néanmoins de leur importance (2).

La Chambre Apostolique distingue 4 sociétés successives : la compagnie de Bartolomeo di Francesco da Pistoia, citée dans ses documents du 17 mars 1344 au 30 octobre 1355, la compagnie de Visconte di Lapo et de Bartolomeo di Francesco da Pistoia, citée du 31 octobre 1355 au 19 août 1357, la compagnie de Visconte di Lapo et de Bartolomeo di Arrigo da Pistoia, citée du 31 août 1358 à 1365 et la compagnie d'Andrea di Tici da Pistoia, citée de 1365 à 1378 (3). La présence dans les quatre compagnies d'Andrea di Tici, qui les représente à Avignon comme associé ou facteur des premières avant de devenir directeur de la dernière, celle de Bartolomeo di Francesco à la direction des deux premières, celle de Visconte di Lapo à la direction des deux intermédiaires et celle dans la dernière du fils de Bartolomeo di Arrigo, co-directeur de la troisième, Ieronimo del fù Bartolomeo di Arrigo da Pistoia, comme facteur à Bruges en 1377, prouvent qu'il s'agit évidemment là de quatre compagnies au sens restreint dont la succession ne constitue qu'une compagnie, au sens large. Par malheur, les renseignements que nous possédons sur la personne même des directeurs et des associés ne nous permettent pas de savoir s'ils appartenaient à une ou à plusieurs familles pistoïennes, ni même de désigner plus clairement la compagnie par le nom de la famille prépondérante. Aussi pensé-je plus simple de la désigner par le nom de celui de ses membres qui, par sa permanence à son service et à sa tête en concrétise la continuité, et qui, par sa résidence stable à Avignon, est son représentant constant auprès de la Chambre Apostolique : Andrea di Tici (4).

Le personnel de la compagnie pistoïenne dont j'ai pu dresser la liste comprend 4 associés-directeurs, 12 facteurs, 17 correspondants (5). Il est caractérisé par la diversité de ses origines : aux Pistoïens se juxtaposent des Lucquois, des Pisans, des Génois, des Bolognais, des Florentins, des Barcelonnais. Cette diversité s'explique en partie par le grand nombre des

(1) M. Guido Zaccagnini, l'éminent historien des banquiers pistoïens, a bien voulu me confirmer qu'il n'avait jamais trouvé trace des sociétés en question.

(2) On les trouve parfois mentionnées dans les Archives de Francesco Datini de Prato avec les sociétés duquel elles étaient, à l'occasion, en relations d'affaires : voir, par exemple, une traite de 307 fl. 1/2 en faveur d'Andrea de'Ticci tirée par Francesco di Vanni da Prato résidant à Gênes sur Datini à Avignon, en juillet 1377, publiée par Bensa, *Francesco di Marco...*, pièce n° 13, p. 320.

(3) Voir les références à propos de l'énumération du personnel, *infra*, Appendice III.

(4) Malgré l'exemple unique de la graphie « Andrea de'Ticci » donnée par la traite publiée par Bensa, je préfère la forme « Andrea di Tici », seule autorisée par les documents pontificaux où notre personnage est invariablement appelé « Andreas Ticii ».

(5) Voir, *infra*, Appendice III, la liste détaillée de ce personnel.

correspondants dont le recrutement est local, mais il est intéressant de noter que les seuls Florentins membres du personnel de la compagnie pistoienne, les frères Angelo et Galeazzo di Lapo da Uzzano, la représentent à Florence, tandis que des personnages de toute origine la représentent indifféremment sur les diverses places : elle apparaît donc nettement comme non florentine.

Une autre incertitude concernant cette compagnie a trait à son siège social. Si les directeurs et associés en sont pistoiens, aucun texte des documents pontificaux ne montre l'un d'entre eux résidant à Pistoia. Cela s'explique par le fait que Pistoia n'était plus une place de premier ordre depuis la faillite des Chiarenti et des Ammanati, qui l'avaient illustrée au siècle précédent, et par celui que les transferts de fonds apostoliques s'exécutaient en direction ou à partir de Florence voisine. Et comme deux des directeurs successifs de la compagnie, Bartolomeo di Francesco et Andrea di Tici semblent résider à demeure à Avignon, comme les archives de Pistoia n'ont gardé aucun souvenir de la compagnie, on pourrait être tenté de penser que le siège social de cette compagnie dirigée par des Pistoiens n'était pas Pistoia, mais Avignon. Cette hypothèse, dans l'état actuel de notre information, ne rend cependant pas compte de tous les faits : les textes dont nous disposons, en effet, tout en citant Visconte di Lapo et Bartolomeo di Arrigo dans les raisons sociales successives, ne permettent de localiser ces deux directeurs à aucun moment sur aucune place commerciale importante : ils tendraient donc à suggérer que ces deux personnages résidaient à Pistoia, tout naturellement, et que cette ville aurait été, par conséquent, le siège social de la compagnie.

Où qu'ait été sis son siège social, la compagnie pistoienne étend progressivement ses relations d'affaires au cours des trente années où je la suis : tandis que la première des quatre sociétés successives n'a de succursales ou de correspondants qu'à Pérouse, Florence et Pise, la deuxième et la troisième en ont également à Barcelone et à Naples ; quant à la quatrième, elle ajoute à cette liste encore modeste Lucques, Gênes, la résidence d'Urbain V puis de Grégoire XI en Italie, Séville, Montpellier, Paris, Bruges et Londres. C'est donc un réseau complet de relations commerciales en Occident comparable à celui des sociétés florentines contemporaines : il trahit évidemment la même forme d'activité commerciale. Aussi la compagnie pistoienne tient-elle une place de plus en plus grande parmi les auxiliaires financiers du Saint-Siège. L'extension de ses affaires et son emploi par la Chambre Apostolique se développent parallèlement ; on ne connaît, pourtant, aucun chiffre qui exprime son capital social à une date quelconque. Son caractère essentiellement non florentin explique d'ailleurs, en grande partie, l'importance croissante de son rôle auprès du Saint-Siège, lorsque celui-ci se trouve en difficultés puis en conflit ouvert avec Florence et doit abandonner les compagnies de cette ville.

III

LES COMMERÇANTS PROVENÇAUX ET LANGUEDOCIENS

A côté de ces compagnies italiennes non florentines, il faut faire une place à divers hommes d'affaires du Midi de la France dont la Chambre Apostolique a utilisé les services de façon constante et régulière. Leur activité était évidemment très médiocre en comparaison de celle des grandes sociétés que je viens d'énumérer, tant pour le chiffre total de leurs affaires que pour l'étendue de leur rayon d'action. Aussi ne semblent-ils pas avoir constitué de compagnies ; du moins les textes qui nous les font connaître n'en indiquent rien. Ils agissent en leur nom propre, directement ; ils ont à leur service un personnel assez restreint ; ils travaillent vraisemblablement avec des capitaux appartenant au moins en partie à des commanditaires ou à des associés non commerçants. Malheureusement, les archives de leurs villes d'origine ne gardent aucune trace de leur activité et c'est à la seule lumière, aux nombreuses éclipses, des documents pontificaux, que l'on peut en apercevoir les caractères propres.

François Barral, d'Avignon

Le premier de ces commerçants, l'Avignonnais François Barral, nous est connu de façon continue de 1318 à 1350. Il semble avoir résidé à demeure à Avignon, pendant ces trente-deux ans. Son frère Guillaume (1) et son fils Pierre (2) participent à son activité en 1329-30, sans qu'il soit possible de déterminer quels liens juridiques les unissaient dans les affaires. Il utilise, en outre, à Avignon même, les services d'un certain nombre de ses compatriotes, sans qu'on puisse dire que ceux-ci soient ordinairement ses facteurs, tant leur collaboration paraît fortuite (3).

François Barral faisait un commerce assez étroitement spécialisé. Sans doute, lui voit-on vendre et acheter, comme à tous ses confrères tout

(1) Schäfer I, p. 502-522.

(2) Id., *ibid.*, p. 513. Est-ce le même Pierre Barral qui était « operarius » de l'église des Frères Mineurs d'Avignon en 1316 ? Id., *ibid.*, p. 277.

(3) Voici la liste des collaborateurs de François Barral à Avignon : Hugues Adrech d'Avignon, 1328 ; Pierre de Châteauneuf d'Avignon, 1328-1330 ; Raymond Suffred, 1318 ; Ricau de Gordes, 1318-20 ; Pons « Fede » d'Avignon, 1332 ; sire Bertrand de Marnac, 1332 ; Jean de la Porte-Aurose, changeur d'Avignon, qualifié de « nuntius », 1318. Cf. la table de Schäfer I, à ces noms.

ce qui est à vendre et à acheter : c'est ainsi qu'il fournit à la Curie du blé (1), des barils de thon salé (2), du cuivre pour fondre les cloches (3), des étoffes diverses (4), des reliquaires et des vases d'argent (5), des perles (6) et qu'il lui achète diverses pièces d'étoffe et de drap de la Garde-robe (7) et de l'Aumônerie et des vases précieux (8). Sans doute aussi ce commerce et ce maniement des métaux précieux lui confèrent-ils une expérience qui lui permet d'avoir, le cas échéant (9), une activité de changeur et d'estimer parfois les espèces reçues et le titre de l'or conservé par le trésor pontifical (10) : le fait qu'il ait acheté à la Chambre, de 1324 à 1331 contre un total de 52.000 florins près de la moitié des monnaies françaises, viennoises, dauphinoises, provençales et languedociennes provenant des revenus de la décime sexennale levée dans les provinces ecclésiastiques d'Aix, d'Embrun, de Tarentaise, d'Arles, de Vienne, de Lyon et de Besançon, quand les grandes compagnies florentines n'en changeaient que des fractions beaucoup moins importantes (11), ne prouve pas tant chez lui une activité prééminente de changeur qu'un besoin de menues espèces en usage dans les pays du Rhône et des Alpes, pour les besoins de son commerce.

Mais c'est dans le commerce avec l'Orient, tout au moins dans la vente des produits d'Orient, qu'il est spécialisé. Il est le fournisseur attitré de la Curie, en matière d'épices (12), de cire (13), de coton (14), et de sucre (15) qu'il importe de Chypre. Il les fait acheter à Famagouste par des Avignonnais et des Languedociens (16) qui sont ses correspondants et peut-être même ses facteurs, puisque deux d'entre eux, au moins, Hugues Adrech et Pierre de Châteauneuf, l'ont servi avec continuité à Avignon, avant d'aller résider

(1) Schäfer I, p. 646-7.

(2) Id., *ibid.*, p. 121.

(3) Schäfer II, p. 251.

(4) Schäfer I, p. 212-491, etc.

(5) Schäfer II, p. 153.

(6) Schäfer II, p. 153.

(7) Göller I, p. 340-358.

(8) Id., *ibid.*, p. 572.

(9) Il n'est pas au nombre des changeurs qui tiennent un banc, lors du contrôle de leurs poids en décembre 1328 (Schäfer I, p. 132*-138*).

(10) Göller I, p. 576-584.

(11) I. E. 56, f° 1-28.

(12) Schäfer I, p. 429, 442, 455, 480, etc.

(13) Id., *ibid.*, p. 384-5-6-8-9, etc.

(14) Id., *ibid.*, p. 428.

(15) Id., *ibid.*, p. 384-8-9, 524, 534, etc.

(16) Voici la liste des représentants de François Barral en Chypre : Guillaume Dominique de Montpellier, de 1337 à 1346 ; Hugues Adrech d'Avignon, de 1331 à 1343 ; Pierre de Châteauneuf d'Avignon, en 1329-30-31-32 ; Jean Fontenelle d'Anduze, en 1331 ; Jean « de Grabellis » de Montpellier, en 1331 ; Jean Ricau d'Avignon, en 1329-30. Cf. les Tables de Schäfer à ces noms.

dans l'île ; Pierre de Châteauneuf fait même plusieurs fois le voyage d'Avignon en Chypre entre 1328 et 1332. Et il reçoit ces produits orientaux par Montpellier. Je ne sais si François Barral exportait en contre-partie des marchandises de France en Chypre, comme il semble naturel de le supposer. Il exécute assez régulièrement le transfert de Chypre à Avignon des fonds apostoliques recueillis par les collecteurs pontificaux pour des sommes qui ne dépassent jamais 3.500 florins par an (1) ; on peut penser ou bien que ces sommes sont la contre-valeur de marchandises qu'il importait et qu'il payait en Chypre avec les besants que lui remettait le collecteur, ou bien qu'elles constituent la différence entre le produit de ses ventes et le montant plus important de ses achats à Famagouste. Dans l'une comme dans l'autre hypothèse éclate la modicité de son chiffre d'affaires avec Chypre, en comparaison de celui des Bardi à qui sont confiés les transferts des tranches de revenus apostoliques excédant 2.000 à 3.000 florins.

Or ces relations avec l'Orient suffisaient à occuper ses soins et ses capitaux. Jean XXII l'avait chargé, au début de son pontificat de l'achat en Flandre et Brabant des draps nécessaires au vêtement du personnel de la Curie (2) ; c'était là une importante mission qui se répétait régulièrement deux fois par an : après l'avoir remplie en 1321 et en 1322, François Barral l'abandonne à un de ses collaborateurs : Ricau de Gordes s'en acquitte avec régularité et en pleine indépendance pendant quatorze ans. La raison de cet abandon de fournitures assurément lucratives doit vraisemblablement être cherchée dans la faiblesse des capitaux de François Barral : elle lui interdit toute dispersion de son activité en dehors d'un commerce purement local dans les pays de la vallée du Rhône et d'un petit trafic régulier avec Chypre qui s'effectue précisément par les ports de cette région.

Raymond Serralher, de Narbonne

Le Narbonnais Raymond Serralher (3) fait, dans le deuxième tiers du xiv^e siècle, un commerce en tous points semblable à celui de François Barral.

(1) Cf. Göller I. *passim*.

(2) Voir à ce sujet Renouard, *Achats et paiements...*, p. 280 et suiv.

(3) Il ne semble guère possible d'identifier Raymond Serralher dont l'activité nous est connue en Avignon dès 1347 avec son homonyme originaire de la sénéchaussée de Rodez, qui, après un long séjour à Bordeaux obtient des lettres de rémission de Jean le Bon en 1349 (Fr. Michel, *Histoire du commerce et de la navigation à Bordeaux*, t. I, p. 59). Il était probablement parent de « la riche famille des Serailler qui joua un rôle très important au xiv^e siècle » en Chypre (N. Jorga, *France de Chypre*, Introd., p. 45) et peut-être de ce Bérenger Seraya, marchand de Narbonne, qui obtient en 1326 du roi d'Aragon licence

On ne sait pas davantage quel est le type juridique de la société ou de la maison qu'il dirige. Je suis son activité de 1347 à 1360 ; il mourut entre le 4 septembre 1360 où sa présence à Avignon est connue (1) et le 10 décembre 1363 (2). Cél. Port sait d'autre part qu'il était bourgeois et consul de Narbonne dès 1350 au moins : « Il se faisait remplacer dans sa charge de consul quand les besoins de son commerce l'appelaient ailleurs » (3) ; les documents pontificaux prouvent qu'en effet Raymond Serralher, à la différence de François Barral, se déplaçait constamment. Il se rendait personnellement à Avignon pour la plupart des affaires qu'il traitait avec la Chambre Apostolique : il s'y trouve le 2 août 1347 (4), le 19 septembre 1348 (5), le 8 mars (6) et le 10 août 1350 (7), le 10 septembre 1351 (8), le 10 octobre 1355 (9), le 14 novembre 1356 (10), le 6 novembre 1358 (11) et le 4 septembre 1360 (12), quoiqu'il y eût des agents, le plus souvent Narbonnais comme lui : Pierre Lemoine (13) et Pierre Palma (14) en 1348, Pierre Martin en 1349-1351 (15), Jacques Vital en 1359 (16) et le Florentin Lodovico di Ruspo en 1360 (17). Et il fait de fréquents voyages au Levant : il est en Chypre où il est bourgeois du roi en 1349 (18), probablement en 1350 (19) et 1351 (20), à nouveau en 1359 (21) ; ces voyages doivent être mis en corrélation avec le fait que les agents de Raymond Serralher à Famagouste et à

d'exporter 2 chevaux (J. Régny, *L'importation des chevaux d'Espagne à Narbonne au début du XIV^e siècle* (Communication faite au Congrès des Sociétés savantes, Bordeaux, 1939), p. 19, n. 43 de l'exemplaire dactylographié).

(1) R. V. 241, pars II, f° 58 ; minute R. V. 244 L, f° 111.

(2) Urbain V ordonne à cette date au collecteur à Montpellier de récupérer sur ses héritiers une somme qu'il devait transférer de Chypre (R. V. 246, f° 50 ; pub. Lecacheux, n° 706) ; C. Piton, se référant à divers documents, le croit encore en vie le 24 décembre 1363 (*Les Lombards en France et à Paris*, 2 vol., Paris, 1892-93, t. I, p. 40).

(3) Port (Célestin), *Essai sur l'histoire du commerce maritime de Narbonne*, Paris, 1854, p. 46-47.

(4) Schäfer II, p. 370.

(5) R. V. 142, f° 63 ; minute R. V. 244 L, f° 111.

(6) R. V. 143, f° 169 et Coll. 497, f° 42.

(7) R. V. 144, f° 75.

(8) Schäfer II, p. 445.

(9) R. V. 237, f° 194.

(10) I. E. 271, f° 118.

(11) R. V. 244 K, f° 183 (minute).

(12) R. V. 241, pars II, f° 58 ; minute R. V. 244 L, f° 111.

(13) R. V. 142, f° 63 ; minute R. V. 244 L, f° 111.

(14) R. V. 142, f° 63 ; minute R. V. 244 L, f° 111.

(15) Mohler, p. 582, 595, etc.

(16) I. E. 271, f° 118.

(17) I. E. 271, f° 150.

(18) I. E. 210, f° 59 ; pub. Mohler, p. 582.

(19) I. E. 261, f° 63 ; pub. Mohler, p. 595.

(20) I. E. 263, f° 53 ; pub. Mohler, p. 607.

(21) I. E. 271, f° 150.

Nicosia semblent n'avoir pas eu la même fixité que ceux de François Barral : j'en relève 3 simultanément à Nicosia en 1355, son neveu, Jean Tascher, Pons Gabien, et Pierre, fils de Raymond « Alerossii » (1). Le père de ce dernier est, il est vrai, mentionné comme correspondant de Raymond Serralher en 1358 (2).

L'importation des produits du Levant, épices, coton, étoffes précieuses — il vend du drap d'or de Damas à la Curie sous Clément VI à diverses reprises (3) — était sa principale activité ; je ne sais pas, pour lui non plus, s'il exportait des marchandises d'Occident en contre-partie. Il y avait bien sur le panfle que son neveu et agent Jean Tascher avait expédié à Constantinople en février 1355 des marchandises d'Occident, en particulier 20 balles de draps français, flamands et brabançons ; mais ce panfle appartenait à Riccardo Campola de Messine et avait été chargé à Rhodes (4). On ne peut donc conclure de cet exemple isolé, connu par la plainte déposée devant le magistrat de Chio contre les Vénitiens qui avaient attaqué et pillé le panfle dans les Dardanelles, que les marchandises avaient été, au préalable, exportées d'Occident par les soins de Raymond Serralher lui-même.

En tout cas, son trafic était suffisant pour lui permettre de transférer régulièrement à Avignon des fonds apostoliques pour un total maximum de 4.000 florins par an (5). Cél. Port prétend, sans preuve, que les navires où il chargeait ses marchandises lui appartenaient (6) ; il semble prudent de réduire cette affirmation à la propriété d'un seul navire ; car, si dans un texte cité par Piton, Raymond Serralher est désigné comme patron de navire (7), et si les comptes du collecteur dans la province de Narbonne rapportent qu'à son dernier voyage un clerc pèlerin est mort « in navi dicti Raimundi » (8), l'exemple cité plus haut et une autre affaire de piraterie montrent qu'il employait également les bâtiments d'autrui : en 1357, en effet, il se plaint au Pape que des marchandises lui appartenant qui se trouvaient chargées sur un vaisseau des Hospitaliers aient été pillées par des Vénitiens (9).

(1) R. V. 237, f° 194.

(2) I. M. n° 4, 594.

(3) Schäfer II, p. 370-445-468 ; Mohler, p. 595 ; et R. V. 144, f° 65 ; R. V. 145, f° 120.

(4) De Mas-Latrie, *Commerce et expéditions militaires de Venise*, pièce n° XIV, p. 121 et suiv.

(5) Cf. Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, P. II, chap. II.

(6) *Essai sur l'histoire...*, p. 47.

(7) Piton, *Les Lombards à Paris...*, t. I, p. 40.

(8) Coll. 155, f° 264.

(9) R. V. 239, f° 95. Le Pape réitère sa demande au doge, le 18 août 1358 (R. V. 244 B, f° 74). Ses nombreux héritiers n'avaient sans doute pas encore eu satisfaction en 1376 puisque Philippe de Mézières, chancelier du roi de Chypre, évoque cette question dans une lettre au doge de Venise qu'a publiée Mas-Latrie (*Nouvelles preuves de l'histoire de*

C'est à Montpellier qu'il avait établi le centre de ses arrivages, d'où le nom de « marchand de Montpellier », sous lequel il est parfois désigné (1).

Ses relations commerciales doivent s'étendre également aux diverses régions de la Péninsule ibérique, puisqu'il conclut le 8 mars 1350 un contrat de change avec la Chambre Apostolique pour l'équivalent de 3.000 florins que deux marchands barcelonais recevront en son nom à Lisbonne en monnaie portugaise (2).

En tout cas, au moment de sa mort, en 1363, sa situation était difficile : la faillite menaçait sans doute, car il avait été incapable de verser à la Chambre dans les délais fixés 2.500 florins regus en Chypre et celle-ci ne put s'indemniser complètement de sa créance sur l'actif qu'il laissa (3).

Les frères Guilhem, de Montpellier

Les trois frères, Jacques, Garin et Pierre Guilhem sont à la tête d'une société commerciale dont le siège est à Montpellier, leur ville natale. Elle ne paraît connue que par les documents pontificaux entre 1359 et 1369 (4). Ils semblent faire un commerce plus étendu que François Barral et que Raymond Serralher lui-même, en ce sens qu'ils sont en relations aussi étroites avec la Flandre et le Nord de la France qu'avec Chypre et le Levant. Au commerce des épices orientales, ils joignent celui des draps septentrionaux au point que les textes les qualifient parfois de drapiers « draperii ». Ils ont des correspondants à Bruges, comme en Chypre. Pour eux, il ne semble nullement téméraire d'affirmer que les importations d'épices sont la contre-partie d'exportations de draps ; et, comme le vente de ceux-ci sur les places levantines ne leur fournit pas les sommes suffisantes pour payer les cargaisons d'épices qu'ils achètent, ils sont heureux de pouvoir se procurer aisément la différence (de 1.500 à 3.000 florins de 1360 à 1365) (5) par le transfert des revenus apostoliques de Chypre à la Chambre. A ce sujet, ils vont assez fréquemment, l'un ou l'autre à Avignon, mais je n'ai pas de preuve qu'ils se soient rendus personnellement sur d'autres places.

L'originalité de la société des frères Guilhem parmi toutes celles que

Chypre, dans Bibliothèque de l'École des Chartes, t. XXXIV (1873), p. 85) ; à moins qu'il ne s'agit dans cette lettre des conséquences d'une autre de ces fréquentes pirateries vénitiennes.

(1) Par exemple, dans le texte publié par Mas-Latrie, cité p. 53, n. 4.

(2) R. V. 143, f° 169 ; et Coll. 497, f° 4. Les marchands de Barcelone étaient « Bernardus de Casanova et Johannes Lombardi ».

(3) Cf. Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, III^e Partie, chap. IV.

(4) Sayous (A. E.) et Combes (J.), *Les commerçants et les capitalistes de Montpellier aux XIII^e et XIV^e siècles*, dans *Revue Historique*, t. CLXXXVIII-IX. (1940), p. 341-377, ne la connaissent pas.

(5) Cf. Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, II^e Partie, chap. II-III.

j'ai étudiées ici, consiste dans le fait qu'ils ne recrutent pas leurs collaborateurs parmi leurs compatriotes exclusivement : sur 8 de leurs agents et correspondants qui me sont connus, 2 seulement, peut-être 3, sont montpelliérains, 3 sont génois, 1 florentin et 1 chypriote (1).

A partir de 1367, leurs affaires semblent périliter : en 1367-1368, ils ne peuvent que difficilement verser à la Chambre 3.000 florins qu'ils avaient reçus à Famagouste en son nom : le Pape doit leur accorder, le 1^{er} août 1368, de n'en acquitter le reliquat qu'à raison de 100 florins par trimestre (2). La faillite n'était pas loin, assurément.

*
* *

Telles sont l'histoire et les physionomies particulières des compagnies et des sociétés mercantiles qui servirent de principales auxiliaires aux Papes d'Avignon antérieurs au Grand Schisme. Ce ne sont que quelques-unes, mais les plus importantes, des compagnies florentines, lucquoises et astesanes, des sociétés provençales ou languedociennes. Elles appartiennent pour la plupart au même type commun de la compagnie dont j'ai retracé ailleurs (3) les caractères généraux. Puisse cet effort pour dégager les traits propres à chacune d'entre elles, leurs capitaux, leurs zones d'action, la liste de leurs membres et de leurs employés contribuer à donner des bases concrètes et humaines aux travaux d'ensemble qui seront bien consacrés un jour aux hommes d'affaires des villes dans lesquelles elles se sont développées.

(1) Voici la liste de leurs correspondants et agents :

A Avignon : Giorgio Lercari, de Gênes, peut-être leur associé, de 1359 à 1361 ; Marco Chiarini, de Florence, en 1364.

En Chypre : Joseph Japhet, de Famagouste, de 1360 à 1363 ; Gregorio da Nagono, de Gênes, en 1365 ; Gregorio Negro, de Florence, en 1364 ; Martino Pellegrini, de Gênes, en 1367.

A Bruges : Durand Gualap, de Montpellier, Dominique Pascal, de Montpellier, en 1364.

(2) Coll. 354, f^o 54.

(3) Renouard, *Les relations des Papes d'Avignon...*, P. I, chap. II.

APPENDICES

I

ALBERTI

Voici un tableau généalogique schématique des membres de la famille Alberti qui ont appartenu aux diverses compagnies. Ce tableau est composé d'après les données des livres des Alberti et des documents pontificaux et à l'aide des éléments biographiques fournis par Passerini (Luigi), *Gli Alberti di Firenze*, in-8°, 2 vol., Florence, 1869-70. Un grand nombre des dates indiquées par Passerini semblant aventurées, je ne reproduis que celles qui me paraissent assurées.

Jacopo (1234-?)	Alberto († 1329)	Jacopo	{	Niccolò († 7 août 1377)	
		Nerozzo	{	Benedetto († 1388)	{
			{	Bernardo († 1361)	
	Lapo († déc. 1319)	Francesco	{	Marco († 1393)	{
			{	Bartolomeo († 1374)	{
			{	Jacopo († 1374)	{
	Neri († 1328)	Angnolo	{	Tommaso († 1374)	{
			{	Luigi	{
			{	Cipriano (1335-1413)	{
			{	Doffo (1337-1377)	{
		Alberto († 1348)			
		Alberto († 1348)			
		Francesco († 1340)			

II

MALABAYLA

Liste des associés et facteurs connus, portant l'indication du lieu de leur activité aux dates où ils apparaissent dans les documents pontificaux.

a) *Associés* :

Antonio Malabayla. — A Avignon, du 12 août 1347 (I. E. 250, f° 100) au 19 juin 1349 (I. E. 210, f° 191) ; part pour Rome à l'occasion du jubilé avec un sauf-conduit pontifical daté du 22 février 1350 (R. V. 263, f° 34) ; à Avignon, du 4 août 1351 (I. E. 263, f° 34) au 14 février 1362 (I. E. 271, f° 161) ; il est arrêté, en juin 1355, à Villeneuve-lès-Avignon par les gens du roi de France, mais le Pape intercède en sa faveur auprès du Roi (R. V. 237, f° 241) ; débiteur de la Chambre, après la faillite de la compagnie, il vit encore en 1364 et meurt avant le 1^{er} octobre 1369.

Baldracco Malabayla. — Chanoine de Lincoln, puis évêque d'Asti de 1348 à 1355. Représente la compagnie de ses frères à Bruges en mai-septembre 1343 (R. V. 137, f°s 16 et 128) et de février 1346 (R. V. 139, f° 204) à mai 1348 (R. V. 142, f° 16).

Daniele Provana da Carignano. — A Londres, en septembre 1348 (R. V. 142, f° 52) ; quitte Avignon pour les Flandres et l'Angleterre avec un sauf-conduit pontifical en date du 1^{er} novembre 1352 (R. V. 146, f° 181).

Guido Malabayla. — A Avignon, de mai à septembre 1343 (I. E. 229, f° 32), en mai 1348 (I. E. 210, f° 54), du 16 mars 1350 au 21 novembre 1362 (I. E. 210, f° 57 et I. E. 271, f° 198) ; il vit encore en 1364.

Jacopo Malabayla. — A Avignon, du 3 juillet 1342 (I. E. 216, f° 156) au 13 mai 1348 (Coll. 497, f° 22) ; il vit encore en 1350 (Schäfer I, p. 146).

Ugo Malabayla. — A Avignon, du 16 avril 1348 (I. E. 245, f° 178) au 19 juin 1351 (I. E. 261, f° 121) ; il vit encore en sept. 1363 (R. V. 245, f° 251).

b) *Facteurs* :

Andreone ou Andrea « de Plana ». — A Bruges, le 1^{er} juillet 1351 (Coll. 384, f° 220) ; il est arrêté en 1363 par un châtelain du comte de Savoie, alors qu'il rapporte, pour son compte personnel des draps flamands à Avignon (R. V. 245, f° 230).

Antonio di Carlo. — A Pise ou à Florence, en sept. 1348 (R. V. 142, f° 63).

Arnaldo « Morruti ». — A Bruges, en nov. 1348 (Coll. 384, f° 227).

Benedetto Damiani. — A Bologne, en nov. 1345 (I. E. 237, f° 74).

Bernardo da Savigliano. — A Bruxelles, le 19 déc. 1359 (Coll. 231, f° 15).

Carlone Sibonengo. — A Pise ou à Florence, en sept. 1348 (R. V. 142, f° 63) ; à Pise, le 17 octobre 1348, à Lucques, le 18 octobre (Coll. 245, f° 134) ; à Sienne, le 20 nov. 1348 (I. M. 4. 776).

Corrado « de Vallescaria ». — A Bruges, de l'été 1343 (R. V. 137, f° 16) à l'été 1348 (Coll. 384, f° 227).

Guglielmo Damiani. — A Avignon, en mars-mai 1344 (I. E. 220, f° 126) ; il est arrêté par un châtelain du comte de Savoie, en 1363, alors qu'il rapporte, pour son compte personnel, des draps flamands à Avignon (R. V. 245, f° 230).

Jacopo da Castiglione. — A Avignon, le 12 déc. 1360 (I. E. 271, f° 68).

Lodovico de' Malbecchi ou « Malbeto ». — En Flandre-Brabant, en 1359-60 (R. V. 241, p. II, f° 40).

Lodovico da Ponzano. — En Flandre-Brabant, en 1359-60 (R. V. 241, p. II, f° 40).

Manuele Bota da Savigliano. — En Flandre-Brabant, d'avril 1359 (R. V. 241, p. II, f° 40) à juillet 1360 (I. M. 2. 187).

Martino « Cacayrani ». — A Bruges, le 7 janvier 1356 (R. V. 238, f° 3) et en décembre 1358 (I. E. 271, f° 134).

Obertone ou Alberto « de Plana ». — A Bruges, en fév.-juin 1348 (Coll. 384 f° 227), en juillet 1352, en janv. 1356 (R. V. 238, f° 3), de déc. 1357 (R. V. 239, f° 250) à déc. 1358 (I. E. 271, f° 134), en déc. 1360 (Coll. 221, f° 15).

Pietro del Forno da Moncalvo. — En Flandre-Brabant, de janv. 1358 (R. V. 241, p. II, f° 40) à mai 1362 (I. M. 2. 252).

Pietro Provana da Carignano. — A Londres, le 1^{er} mars 1343 (R. V. 137, f° 129), en juin 1346, en sept. 1347 (R. V. 140, f° 18 et 236) ; il quitte Avignon pour les Flandres et l'Angleterre avec un sauf-conduit pontifical en date du 1^{er} nov. 1352 (R. V. 146, f° 181).

Raffaele Damiani. — A Bruges, de fév. 1348 (Coll. 384, f° 221) à sept. 1350 (I. E. 261, f° 16), de mai à déc. 1354 (Coll. 384, f° 223-5), du 27 déc. 1357 (R. V. 239, f° 250) au 10 déc. 1358 (I. E. 271, f° 134).

c) *Correspondants* :

Giovanni di Saül de Lucques. — A Naples, en janv. 1345 (I. E. 216, f° 72).

III

COMPAGNIE PISTOIEENNE DONT FAIT PARTIE ANDREA DI TICI

Liste, par compagnies successives, des associés et facteurs connus, portant l'indication du lieu de leur activité aux dates où ils apparaissent dans les documents pontificaux.

I. « Societas Bartholomei Francisci de Pistorio » [1344-1355]

a) *Associés* :

Bartolomeo di Francesco da Pistoia. — Directeur de la compagnie.
A Avignon, le 17 mars 1344 (I. E. 220, f° 64), le 28 janv. 1345 (I. E. 216, f° 69), le 24 juillet 1350 (R. V. 144, f° 53).

b) *Facteurs* :

Andrea di Grazia da Siena. — A Pérouse, le 17 sept. 1353.

Andrea di Tici da Pistoia. — A Avignon, le 11 déc. 1350 (Coll. 385, f° 81-82).

Jacopo di Lapo da Pistoia. — A Avignon, le 12 août (I. E. 270, f° 25) et le 15 sept. 1353 (R. V. 235, f° 191).

c) *Correspondants* :

Buonaccorso Bonichi da Pisa. — A Florence, au début de 1344 (I. E. 220, f° 64) ; à Pise, à la fin de la même année (I. E. 216, f° 69).

Salvo del fù Salvo da Guinizzano. — A Avignon, le 21 août 1350 (I. E. 245, f° 135).

II. — « Societas Vicecomitis Lapi et Bartholomei Francisci de Pistorio »
[1355-1357]a) *Associés* :

Bartolomeo di Francesco da Pistoia. — A Avignon, le 17 mars 1356 (I. E. 271, f° 118).

Visconte di Lapo. — Connu par le seul énoncé de la raison sociale (I. E. 277, f° 142).

b) *Facteurs* :

Andrea di Tici da Pistoia. — A Avignon, du 31 octobre 1355 (I. E. 277, f° 142) au 19 août 1357 (I. E. 276, f° 13).

c) *Correspondants* :

Angelo di Lapo da Uzzano } A Florence, du 26 fév. 1356 (I. E. 276,
Galeazzo di Lapo da Uzzano } f° 5) au 29 nov. 1357 (I. E. 276, f° 13).

« Johannes de Cuxa » de Barcelone. — A Barcelone (I. E. 271, f° 118).

III. — « Societas Vicecomitis Lapi et Bartholomei Henrici de Pistorio »
[1358-1365]a) *Associés* :

Bartolomeo di Arrigo da Pistoia. — Connu par le seul énoncé de la raison sociale, en date du 31 août 1358 (I. E. 286, f° 228) et du 29 déc. 1363 (R. V. 262, f° 33). Mort avant 1377 (I. E. 347, f° 88).

Visconte di Lapo da Pistoia. — Connu par le seul énoncé de la raison sociale (ex. le 31 août 1358, I. E. 286, f° 228).

b) *Facteurs* :

Andrea di Tici da Pistoia. — A Avignon, du 31 août 1358 (I. E. 286, f° 228) au 2 déc. 1361 (I. E. 294, f° 168) et du 24 déc. 1362 au 24 mai 1364 (I. E. 303, f° 49).

c) *Correspondants* :

Aldobrandino di Juno da Firenze. — A Naples, en 1360 (I. E. 271, f° 149), où il est aussi correspondant de Zanobi di Martino de Florence.

Angelo di Lapo da Uzzano. — A Florence, le 16 janv. 1362 (Coll. 169, f^o 160).

Francesco de' Riccardi da Lucca. — A Naples, du 10 avril 1360 au 26 nov. 1361 (Coll. 169, f^{os} 158 et 160). Il y est également correspondant du Florentin Zanobi di Martino et du Lucquois Tommaso dal Poggio.

Galeazzo di Lapo da Uzzano. — A Florence, le 16 janv. 1362 (Coll. 169, f^o 160).

Guilhem Soler de Barcelone. — A Barcelone, en 1359 (I. E. 271, f^o 138).

« Johannes de Cuxa ». — A Barcelone, du 14 juin 1363 (R. V. 262, f^o 33) à sept. 1368 (Coll. 116, f^o 130).

IV. — « Societas Andree Ticii de Pistorio [1365-1378]

a) *Associés :*

Andrea di Tici da Pistoia. — A Avignon, du 11 juin 1367 (I. E. 324, f^o 82) au 30 mars 1378 (I. E. 347, f^o 195) et sans doute plus tard.

b) *Facteurs :*

Antonio di Jacopo da Pistoia. — Avec la Cour Pontificale, d'Avignon en Italie, sept.-déc. 1376 (I. E. 345, f^o 2) ; avec la Curie, en Italie, de déc. 1376 (I. E. 345, f^o 4) au 31 janv. 1378 (I. E. 347, f^o 181).

Bastida de'Mannigi da Pisa. — En Italie (où ?), en 1376 (I. E. 344, f^o 130).

Cristoforo di Niccolò. — A la Curie, en Italie, de déc. 1376 (I. E. 345, f^o 4) au 6 octobre 1377 (I. E. 345, f^o 47) ; à Naples, en nov. 1377 (I. E. 345, f^o 56).

Giovanni di Francesco da Pistoia. — A Bruges, dans l'été 1372 (R. V. 275, f^o 81) ; à Londres, le 25 nov. 1376 (Coll. 12, f^o 86).

Giusto de'Mannigi da Pisa. — En Italie centrale, en 1376 (I. E. 344, f^o 130).

Guido de'Mannigi da Pisa. — A Bruges, en 1377 (I. E. 347, f^o 88).

Ieronimo del fù Bartolomeo d'Arrigo da Pistoia. — A Bruges, en 1377 (I. E. 347, f^o 88).

Pietro « de Plathesiis » da Bologna. — A Bruges, dans l'été 1372 (R. V. 275, f^o 81).

Ridolfo ? — A Avignon, le 1^{er} mars 1378 (I. E. 347, f^o 191).

c) *Correspondants :*

Andrea Provani da Lucca. — A Barcelone, dans l'été 1376 (I. E. 346, f^o 35-42).

Angelo de' Latrinci. — A Naples, en nov. 1377 (I. E. 345, f^o 56) ; à Rome, le 30 nov. 1377 (I. E. 345, f^o 220) ; à Naples, en déc. 1377 (I. E. 345, f^o 59).

Arrigo Ancelmini da Lucca. — A Gênes, le 23 octobre 1371 (R. V. 275, f^o 77) et dans l'été 1372 (I. M. 2. 667).

Bernardo di Podissano da Lucca. — A la Curie, en Italie, du 27 oct. 1368 (I. E. 325, f° 30) au 25 août 1370 (Coll. 388, f° 263).

Filippo Arnolfini da Lucca. — A Paris, en 1369 (Coll. 354, f° 77).

« Fraustus Merle » de Barcelone. — A Barcelone, en 1376 (I. E. 346, f° 38).

Filippo Astareo da Lucca. — A la Curie, en Italie, du 27 oct. 1368 (I. E. 325, f° 30) au 25 août 1370 (Coll. 388, f° 263) ; à Avignon, en 1374 et peut-être jusqu'en 1377 (il y réside, mais n'est peut-être plus en relations avec Andrea di Tici).

Giovanni Guinetti. — A Lucques, en août 1376 (I. E. 344, f° 129).

« Johannes de Cuxa » de Barcelone. — A Barcelone, de janv. 1370 à 1373 (I. E. 340, f° 12).

Giovanni Uso di Mare, de Gênes. — A Séville, en 1374 (I. E. 340, f° 58).

« Gregorius Stay ». — A Montpellier, dans l'été 1367 (I. E. 324, f° 82).

Matteo Chardinone. — A Lucques, en août 1376 (I. E. 344, f° 129).

Pietro Boni da Lucca. — A Paris, en 1376 (I. E. 344, f° 33).

VU LE 14 OCTOBRE 1941.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

PAR LE RECTEUR

L'Inspecteur de l'Académie

Ch. PUGIBET.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Compagnies florentines.	7
A. Avant 1342-46	8
Les Scali	8
Les Bardi	10
Les Peruzzi	15
Les Acciaiuoli	18
Les Bonaccorsi	21
B. Après 1342-46	24
Les Bardi della Corona	28
Les Alberti	29
a) Les Alberti	30
b) Les Alberti antichi	33
c) Les Alberti nuovi	37
Les Guardi	39
Les Soderini	41
CHAPITRE II. — Compagnies italiennes non florentines	43
Les Malabayla d'Asti	43
Les Spifame de Lucques	45
Les Guinigi de Lucques	46
La Compagnie pistoienne dont fait partie Andrea di Tici	46
CHAPITRE III. — Les commerçants provençaux et languedociens...	49
François Barral, d'Avignon	49
Raymond Serralher, de Narbonne	51
Les frères Guilhem, de Montpellier	54
APPENDICES	
I. — Tableau généalogique des membres de la famille Alberti qui ont appartenu aux compagnies formées par cette famille	57
II. — Liste des associés et facteurs connus de la Compagnie des Malabayla d'Asti	58
III. — Liste des associés et facteurs connus de la Compagnie pis- toienne dont fait partie Andrea di Tici	59

Imprimerie des Presses Universitaires de France. — Vendôme (France)
